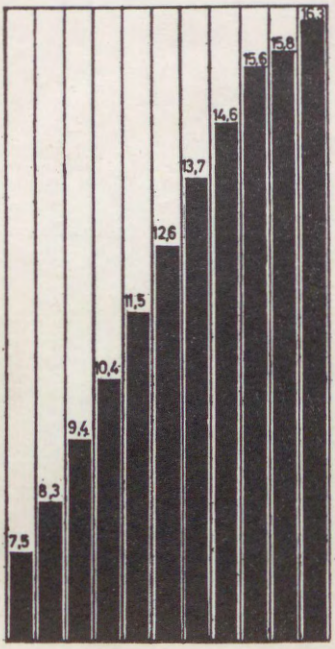
Pierre Joye

Inflation, crise du système



Pourquoi l'OTAN finance la recherche scientifique

Le P.C.F. et l'union de la gauche

par Jacques De Bonis

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 10 (29)

5me année - Décembre 1974 - 40 F

Sommaire

Pierre Joye
Inflation, récession et crise du système p. 1

Rosine Lewin
Après le congrès doctrinal du P.S.B. p. 14

Jacques De Bonis
Le parti communiste français
et l'union de la gauche p. 22

Marc Baus - Pierre Gillis - Alkis Grecos
Pourquoi et comment
l'OTAN finance-t-elle la recherche universitaire ? p. 26

Jean Laitat
Les non-directifs ingénus p. 35

Nicole Crombez
Théâtre/Roman, le dernier roman d'Aragon p. 39

En diagonale :
Emigration — Ordre des médecins — Commerce des armes p. 44

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Jean-Paul Vankeerberghen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

PIERRE JOYE

Inflation, récession et crise du système

L'inflation ! Dans les journaux, à la télé, à la radio, chacun en parle et chacun en déplore les ravages. Tout au plus le diagnostic diffère-t-il en gravité. Pour les uns, c'est carrément « un cancer qui ronge l'économie », pour d'autres, « un mal chronique de la prospérité » (1), ce qui est déjà plus rassurant.

Mais, cela dit, qu'est-ce que l'inflation ?

Par ce terme, on désigne aujourd'hui une hausse généralisée des prix.

Sur ce point, tout le monde tombe facilement d'accord. Mais quand il s'agit d'en indiquer les causes, il n'en va plus de même. Les spécialistes les plus réputés du régime en discutent sans fin depuis des années sans parvenir à s'accorder sur rien sinon sur l'étendue de leurs désaccords.

D'innombrables travaux ont minutieusement examiné les nombreuses variantes que peut présenter l'inflation en s'appliquant à en préciser les caractéristiques et à en déterminer l'origine. Et l'énumération des différents types possibles d'inflation est impressionnante. Inflation par la demande, par les coûts, par les bénéfices, par le crédit. Inflation importée, inflation due aux inadaptations sectorielles, inflation conjoncturelle, inflation de croissance. Inflation rampante, trottante, galopante, explosive. Et j'en passe.

Ces inventaires minutieux ont un point commun : leur caractère

(1) Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, 5 juillet 1974.

essentiellement descriptif. D'où l'extrême diversité des « causes » qui leur paraissent expliquer l'inflation : excès de la demande, hausse des coûts, augmentation excessive de la masse monétaire, etc., etc. Ce qui permet d'en attribuer, selon les cas, la responsabilité aux consommateurs, aux travailleurs, voire à l'Etat, mais jamais au système capitaliste lui-même.

En dépit des divergences qui peuvent les séparer, tous les tenants du régime se retrouvent en effet sur ce point : l'inflation leur apparaît comme un accident, comme un vice dans le fonctionnement du système. Ils se gardent de montrer que l'inflation est devenue une *nécessité* pour le capitalisme contemporain.

L'INFLATION, PHENOMENE MONETAIRE ?

Une des raisons de la confusion dont témoignent les explications sur la nature de l'inflation est que celles-ci négligent les transformations qui se sont produites dans le monde. Le capitalisme contemporain diffère sous bien des aspects de celui du 19e siècle. Si sa nature n'a pas changé, ses mécanismes se sont transformés et les traits les plus caractéristiques de l'inflation se sont modifiés au cours de cette évolution. L'inflation qui se manifeste aujourd'hui, à l'époque du néocapitalisme et des interventions systématiques de l'Etat dans l'activité économique, diffère sensiblement, par ses causes comme par ses conséquences, des phénomènes inflatoires constatés à l'époque du capitalisme de libre concurrence et de l'étalon-or.

Pour le capitalisme classique, l'inflation constituait une exception, due à des circonstances anormales. Les fonctions dévolues à la monnaie voulaient que celle-ci fût un instrument de mesure des valeurs *neutre,* identique pour tous les concurrents, un étalon assez *stable* pour assurer la régularité des opérations se déroulant sur le marché.

L'inflation était considérée comme un phénomène purement monétaire. Les prix n'étant que l'expression de la valeur des marchandises sous la forme argent, leur hausse était attribuée sans plus à une diminution de la valeur de la monnaie.

Et pourquoi arrivait-il que la valeur de la monnaie diminue ?

Les métaux précieux, l'or tout particulièrement, furent très tôt utilisés comme monnaie, comme « équivalent général dans le monde des marchandises ». Et même quand l'Etat se réserva le droit de « battre monnaie », cette monnaie avait seulement la valeur de son poids de métal. Il arriva certes que les détenteurs de l'autorité essaient d'accroître leurs moyens financiers en diminuant la teneur en métal des pièces de monnaie. Philippe le Bel se distingua par ces pratiques au Moyen-Age, mais des cas analogues se sont produits dès la plus haute Antiquité. Les lois économiques étant plus fortes que les réglements princiers, ces opérations aboutirent toujours à faire hausser assez vite les prix : chaque pièce de monnaie contenant moins de métal précieux, sa valeur par rapport aux autres marchandises se trouvait en effet diminuée.

Il arriva certes que le rapport métal précieux-marchandises se modifie. C'est ainsi que la découverte de nouvelles mines d'or et d'argent en Amérique entraîna une diminution du coût de produc-

tion des métaux rares, par conséquent de leur valeur. Cela modifia le rapport monnaie-marchandises et entraîna une hausse des prix.

Plus tard, l'apparition de la monnaie-papier augmenta les possibilités de manipulations monétaires puisqu'il est facile d'accroître le nombre de billets de banque en circulation. Mais l'expérience montra qu'une émission excessive de billets entraîne une dépréciation de la valeur de la monnaie : les assignats émis au lendemain de la Révolution française perdirent 97 % de leur valeur en six ans.

Une théorie classique, la « théorie quantitative », proposa une explication de ces phénomènes. D'après cette théorie, le niveau des prix est déterminé par le rapport entre la quantité de monnaie en circulation et la quantité de marchandises offertes sur le marché. Les prix augmentent si la quantité de marchandises disponibles diminue, s'il y a pénurie comme cela se produit en période de guerre, à la suite d'une mauvaise récolte, etc. Les prix augmentent aussi si la quantité de monnaie s'accroît plus vite que la quantité de marchandises offertes, ce qui se produit quand ou augmente exagérément le volume de billets en circulation, quand on fait marcher la « planche à billets ». C'est cette « inflation » (cette « enflure ») de la masse monétaire qui provoque la hausse des prix.

L'apparente simplicité de cette explication assura son succès.

C'est pour cela que le mot « inflation », qui désignait d'abord un phénomène monétaire, devint synonyme de hausse générale des prix. La théorie quantitative fournissait en effet une explication plausible des hausses de prix les plus spectaculaires : celles qui surviennent en cas de pénurie et celles qui se produisent quand le recours à la « planche à billets » dépasse toute mesure.

Cette explication classique fut perfectionnée par la suite pour tenir compte non seulement du volume de la monnaie en circulation mais aussi de sa vitesse de circulation, de la thésaurisation éventuelle, etc. Et elle s'est ancrée si profondément dans les esprits qu'elle est encore souvent invoquée de nos jours : elle fournit la base de la théorie de l' « inflation par la demande ».

DE L'ETALON-OR A LA MONNAIE SCRIPTURALE

Jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, les mécanismes monétaires classiques fonctionnèrent de façon assez régulière. La monnaie-or en constituait le fondement et l'importance croissante de la monnaie-papier n'entraîna pas des phénomènes inflatoires car cette monnaie-papier constituait un équivalent de la monnaie métallique, un signe de valeur représentant une certaine quantité d'or. Et dans l'ensemble, les prix restèrent stables. Ils dépendaient en effet du niveau des prix mondiaux, lesquels dépendaient à leur tour de la valeur de l'or et de son rapport avec la valeur des différentes marchandises.

La situation changea avec la première guerre mondiale. Le régime de l'étalon-or fut suspendu par les gouvernements des pays belligérants qui recoururent à l'émission de billets non-convertibles pour financer leurs dépenses militaires, puis celles de la reconstruction. L'inflation, qui n'avait été jusque-là qu'un phénomène exceptionnel, prit dès lors un caractère nouveau. Elle toucha tous les pays et prit une ampleur qui amena une dépréciation de la plu-

part des monnaies par rapport à l'or, dépréciation qui alla jusqu'à l'annulation pure et simple dans les cas extrêmes, en Allemagne notamment.

En même temps, le rôle de la monnaie se modifie. Le temps n'est plus où la monnaie apparaît comme un instrument de mesure neutre. Elle devient de plus en plus l'outil d'une politique destinée à faire prévaloir les intérêts des groupes capitalistes les plus puissants avec l'appui direct de l'Etat. Dans l'entre-deux-guerres, le dumping monétaire (dévaluation destinée à faciliter les exportations) devient pratique courante. Et c'est en dévaluant le dollar pour créer un courant de hausses de prix favorable à la reprise que Roosevelt entreprend de relancer l'économie américaine en 1933.

Le système monétaire international édifié en 1944 à Bretton Woods confirma que la monnaie n'est pas une technique neutre et que son utilisation correspond à un certain type de rapports entre les hommes et les nations. En acceptant l'hégémonie des Etats-Unis parce qu'ils voyaient en eux les protecteurs du capitalisme à l'échelle mondiale, leurs partenaires acceptèrent du même coup le dollar comme étalon auquel étaient rattachées les monnaies de tous les autres pays capitalistes, comme « monnaie de réserve » acceptée comme valant de l'or.

Ils s'engagèrent en même temps dans la voie qui allait finalement aboutir à la situation catastrophique que nous connaissons aujourd'hui. Pour eux comme pour les Etats-Unis, l'inflation allait devenir le stimulant nécessaire au fonctionnement du système.

Car au lieu d'être un accident, l'inflation est devenue une *nécessité* pour le capitalisme contemporain. Et les transformations survenues dans les mécanismes financiers facilitent son extension. Aujourd'hui, ce n'est plus l'Etat qui provoque l'inflation en abusant de la « planche à billets ». Le privilège de battre monnaie a cessé d'être le monopole de l'institut d'émission. Les banques ont acquis la possibilité de créer de la monnaie en quantités pratiquement illimitées. Le développement de la « monnaie scripturale » (chèques et virements) leur permet de multiplier les moyens de paiement en gonflant démesurément les crédits qu'elles accordent.

Et le recours massif au crédit est de plus en plus nécessaire au capitalisme. C'est seulement ainsi qu'il est possible de faire fonctionner le système, de combler l'écart croissant entre les capacités de production et les débouchés offerts aux produits.

L'INFLATION PERMANENTE

Depuis la seconde guerre mondiale, l'inflation intégrée dans le système monétaire international par le système de l'étalon-dollar et par l'inflation permanente du dollar a été le principal instrument du régime capitaliste pour modérer les effets de ses contradictions internes.

C'est d'abord aux Etats-Unis que l'inflation a pris sur la plus vaste échelle son caractère actuel, qu'elle est apparue le plus clairement comme une véritable *politique* du capitalisme contemporain. C'est aux Etats-Unis que le recours au crédit a commencé à être systématique. C'est en recourant à l'emprunt que le gouvernement américain comble les déficits de budgets où les dépenses militaires

constituent le poste le plus important. C'est en utilisant de l'argent emprunté que les entreprises financent le plus gros de leurs investissements et que les particuliers font face à une partie importante de leurs dépenses. Les dettes des entreprises américaines sont passées de 121 milliards de dollars en 1946 à 567 milliards de dollars en 1965 et elles ont aujourd'hui dépassé le cap de 1.000 milliards de dollars. Toute l'activité des Etats-Unis au cours des vingt dernières années se fonde de plus en plus sur l'emprunt de dollars créés dans ce but sans contre-partie.

Les pays d'Europe occidentale et le Japon ont permis aux Etats-Unis d'*exporter leur inflation* chez eux en acceptant pendant de longues années ces dollars avec lesquels les firmes américaines acquéraient des positions économiques importantes dans leur pays, en y créant des filiales et en y rachetant les meilleures usines.

Les partenaires des U.S.A. ne se sont pourtant pas bornés à importer l'inflation américaine. Tous les pays capitalistes ont suivi l'exemple des Etats-Unis. Ils ont basé leur développement et leur activité économique sur le crédit et l'inflation.

Il en a été ainsi en Belgique comme ailleurs. Les entreprises financent une part croissante de leurs achats, de leurs paiements courants et de leurs investissements au moyen de crédits bancaires. Les crédits accordés par les banques au secteur privé sont passés de 21,6 milliards F fin 1950 à 466 milliards F fin 1973 et à 528 milliards F fin septembre 1974. Ils ont augmenté quatre fois plus vite que le Revenu national de la Belgique qui passa de 273 milliards F en 1950 à 1.400 milliards F en 1973. Et l'endettement public a été presque aussi rapide. Les crédits bancaires à l'Etat sont passés de 35 milliards F fin 1950 à 307 milliards F fin 1973 pour atteindre 354 milliards F en septembre 1974.

Aussi longtemps que l'augmentation des prix se maintient à un taux modéré — 1 % ou 2 % par an — ce qu'on appelle l'*inflation rampante* facilite le fonctionnement du système. Les partisans les plus convaincus du régime ne le cachent pas. « *La thèse suivant laquelle une légère inflation (inflation rampante) doit toujours être tolérée pour favoriser une expansion constante de l'économie a exercé une grande influence aux Etats-Unis après la seconde guerre mondiale* » (2).

La hausse des prix stimule les ventes car elle incite les acheteurs qui disposent des liquidités nécessaires à s'approvisionner pour devancer les hausses ultérieures. Elle permet aux entreprises de profiter du climat inflationniste pour élargir leurs marges bénéficiaires en augmentant le prix auquel elles vendent leurs produits ou en ne baissant pas leurs prix de vente en dépit d'accroissements importants de la productivité.

L'inflation constitue aussi une solution de facilité pour le patronat dans ses affrontements avec les travailleurs. Même quand les salaires et traitements sont indexés, leur adaptation à la hausse des prix subit un certain décalage dans le temps. Par ailleurs, les entreprises prennent prétexte des augmentations salariales qu'elles doivent accorder pour hausser leurs prix dans une mesure qui élargit leurs marges bénéficiaires.

---

(2) Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, 11 février 1972.

En même temps, l'érosion monétaire diminue progressivement l'importance réelle des dettes contractées et la charge de leurs intérêts, ce qui acquiert d'autant plus d'importance que le fonctionnement de l'économie se base de plus en plus sur le recours au crédit.

D'une façon générale, l'inflation détermine ainsi un repartage du revenu national et des ressources existantes dans un sens favorable aux entreprises capitalistes. Elle tend à réduire les revenus réels des travailleurs et des allocataires sociaux dont les revenus sont seulement réadaptés avec un certain retard et souvent de façon incomplète. Et elle réduit les économies des épargnants de toute conditions.

Ce n'est pourtant pas seulement pour cela que l'inflation a pris des proportions sans précédent. C'est parce que le capitalisme contemporain est obligé de recourir dans une mesure croissante au crédit.

La révolution scientifico-technique entraîne des besoins de capitaux de plus en plus considérables. La mise en œuvre des techniques modernes réclame souvent des unités de production de plus grande dimension. Et l'accélération des progrès technologiques provoque un « vieillissement » plus rapide qu'autrefois de l'outillage (une « usure morale »), l'envoi prématuré à la ferraille d'équipements encore en état de marche.

Les entreprises doivent donc consacrer des sommes qui dépassent souvent leurs capacités propres au renouvellement et à l'extension de leurs équipements, ce qui les amène à recourir dans une mesure croissante à l'emprunt pour réunir les capitaux nécessaires. Une grosse partie de ceux-ci leur sont à présent fournis par les pouvoirs publics (crédits à long terme accordés par des parastataux et assortis de subventions d'intérêt et de primes diverses à charge de l'Etat), ce qui augmente les dépenses publiques et amène l'Etat à recourir, lui aussi, dans une mesure croissante à l'emprunt pour combler ses déficits budgétaires. La Dette publique a augmenté de 2,7 fois depuis vingt ans (303 milliards F en 1953, 824 milliards F en 1974) soit nettement plus que la dépréciation monétaire qui est d'environ 50 %.

QUAND LA DROGUE TONIQUE DEVIENT TOXIQUE

L'inflation a été le principal moyen par lequel le néocapitalisme est parvenu à éviter les crises majeures depuis la seconde guerre mondiale. Les périodes de récession furent moins graves et moins longues que par le passé, le plus souvent limitées à quelques pays. En Belgique, par exemple, il y eut certes des périodes de ralentissement et de reprise conjoncturelles mais plus de véritable récession depuis 1958. La production industrielle a augmenté depuis lors chaque année à un rythme assez régulier si bien que son volume total a doublé en quinze ans.

Tout cela a contribué à accréditer l'idée que le capitalisme était parvenu à se guérir tout au moins d'une de ses tares majeures, qu'il avait appris à éviter les fluctuations économiques et à assurer une expansion continue.

Si l'inflation facilite le fonctionnement du système, elle n'est pourtant pas sans présenter des dangers.

Si elle favorise les investissements, elle favorise encore plus les achats et les emprunts spéculatifs et les spéculations sur les changes qui se sont développées au risque de dérégler tous les mécanismes monétaires.

Sur le marché des capitaux, les perspectives de dépréciation monétaire provoquent l'escalade des taux d'intérêt qui finissent par atteindre des niveaux prohibitifs (jusqu'à 15 et 20 %). Cela alourdit les charges financières des entreprises qui les répercutent dans leurs prix de vente, accélérant l'inflation qui se nourrit ainsi elle-même. Et à partir d'un certain point, ces charges deviennent si lourdes que l'inflation cesse de stimuler l'activité productive et tend à la ralentir. De moteur, elle devient un frein aux investissements. Des doses de plus en plus fortes d'inflation deviennent nécessaires pour exercer un effet. L'inflation est ainsi condamnée à l'emballement. Passée une certaine limite, elle devient incontrôlable et les facilités qu'elle offre se transforment en leur contraire. La « drogue tonique » devient « drogue toxique » (3).

LA LOGIQUE DE L'INFLATION

Si tous les mécanismes du système sont en train de se détraquer, ce n'est donc pas à cause d'un accident, d'un événement fortuit. C'est parce que l'inflation est devenue une des conditions du fonctionnement du capitalisme contemporain. C'est parce que celui-ci ne peut faire face à ses besoins de financement sans recourir de façon croissante au crédit.

Ce n'est certes pas d'aujourd'hui que le crédit est utilisé pour mobiliser des ressources monétaires indépendamment de la durée effective du temps de circulation, c'est-à-dire pour accélérer la reproduction du capital. La nature du crédit s'est toutefois modifiée aujourd'hui que la monnaie échappe à ses anciennes contraintes, qu'elle est détachée de sa base marchandise, de l'or comme étalon fixe des prix. Les possibilités de financement de l'accumulation se sont singulièrement accrues depuis que les banques ont la possibilité de « créer de la monnaie » en accordant des crédits.

Mais si le financement de l'accumulation capitaliste par la monnaie de crédit permet de reporter dans le temps la « contrainte monétaire », de distendre le lien entre marchandises et réglement monétaire effectif, il le peut jusqu'à un certain point seulement. Au-delà de cette limite, tous les mécanismes monétaires se détraquent. Et c'est cela qui s'est produit.

« Le développement du crédit international, lié à la croissance capitaliste sous hégémonie américaine, a induit un gonflement des actifs financiers hors de proportions avec les moyens de *régler* effectivement les transactions. L'euphorie d'une accumulation apparamment sans limites a fait oublier que le crédit, loin de remplacer la monnaie, présuppose celle-ci. De même que les marchandises doivent faire la preuve de leur valeur sociale par leur conversion

---

(3) L'expression est de l'économiste américain J. Morris.

en monnaie, les créances, elles aussi, doivent être convertibles en monnaie, c'est-à-dire être *réglées* » (4).

Ce règlement est différé par l'inflation. Et c'est parce qu'il est impossible de l'effectuer mais difficile de le retarder indéfininment que les mécanismes économiques sont en train de se détraquer. Nous ne nous trouvons donc pas en présence d'un accident de parcours mais d'une conséquence logique du fonctionnement du capitalisme contemporain.

LE PRETEXTE PETROLIER

Les défenseurs du régime se gardent de reconnaître dans l'inflation un des effets de la domination économique et politique du capitalisme. C'est la hausse des prix pétrolers qui en est rendue responsable, explication plus commode que propage une campagne d'intoxication qui s'applique à concentrer l'attention sur la « crise du pétrole ». A croire le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, « *les prix actuels du pétrole brut sont une menace pour l'économie mondiale* » (5). Et c'est à qui abondera dans ce sens.

Or rien n'est plus faux. L'incidence de la hausse du prix du pétrole sur la hausse du coût de la vie s'élève au maximum à 3 ou 4 % (6). Ce qui signifie que ses conséquences pourraient être résorbées en six mois par le seul accroissement normal de la productivité qui atteint de 7 à 8 % par an (7).

Les estimations du coût de la hausse des produits pétroliers confirment qu'elle n'a rien de catastrophique. Elle entraîne une charge supplémentaire de 40 milliards F pour l'économie belge en 1974 (8). Cela ne représente que 2,5 % du Revenu national de la Belgique qui atteindra environ 1.600 milliards F cette année.

La hausse du prix du pétrole n'explique donc que pour une part minime l'accélération du taux d'inflation, la hausse effarante des prix à la consommation : plus de 16 % en 1974 en Belgique !

Le prix du brut a certes quadruplé, mais ce prix était ridicule-

---

(4) Suzanne de Brunhoff. Lutte des classes et lutte contre l'inflation. « Le Monde diplomatique », novembre 1974. Chargée de recherche au C.N.R.S., S. de Brunhoff est une des meilleures spécialistes marxistes des problèmes monétaires. Elle est notamment l'auteur d'une étude intéressante sur *La Monnaie chez Marx* publiée aux Editions sociales, Paris, rééditée en 1973.

(5) Déclaration à la Conférence mondiale de l'énergie, 23 septembre 1974.

(6) Les calculs effectués en Belgique montrent que le relèvement du prix du pétrole intervient seulement pour 2,3 % dans la hausse des produits de consommation. (Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, 5 juillet 1974). De son côté, l'O.C.D.E. estime que pour la Belgique, il provoquera, pour l'ensemble de l'année 1974, une hausse de 3,7 % de l'indice des prix. En ce qui concerne les matières premières, cette incidence est évaluée à 3 % pour la Belgique par l'O.C.D.E.

(7) En Belgique, la productivité dans l'industrie a augmenté de 9,2 % en 1968; 10 % en 1969; 2,9 % en 1970; 3,4 % en 1971; 11,3 % en 1972; 9,4 % en 1973. Soit 7,7 % en moyenne par an.

(8) Déclaration du ministre des Affaires économiques André Oleffe, 3 octobre 1974.

ment bas. Aujourd'hui, au prix moyen de 9.41 dollars le baril de 159 litres, le brut ne coûte que 2,30 FB le litre, taxes des pays producteurs compris. Est-ce excessif ?

Pendant tout le 19e siècle et jusqu'en 1950, l'industrie belge s'est développée en utilisant le charbon comme source d'énergie primaire. Or même aux prix actuels, les produits pétroliers restent moins chers. Sinon on remettrait en exploitation les charbonnages qui ont été fermés, ce que personne ne propose de faire, en Europe occidentale tout au moins (9).

A moins d'estimer que l'économie des pays occidentaux ne peut plus fonctionner qu'en utilisant de l'énergie acquise à bas prix dans les pays du Tiers monde, il est absurde d'attribuer les menaces de récession à la hausse des produits pétroliers.

Le changement de rythme. le coup d'accélérateur à l'inflation a été enregistré *bien avant* qu'il fût question d'une crise du pétrole. En Belgique, le rythme d'inflation s'est accéléré d'un cycle conjoncturel à l'autre depuis vingt ans. De 1,5 % par an en 1954-59, il passa à 2,5 % en 1959-67, à 4 % en 1967-71 pour atteindre ensuite 5,5 % en 1971, 6,3 % en 1972 et 7,3 % en 1973.

La crise monétaire internationale qui connut une phase aiguë en 1971 (inconvertibilité en or et dévaluation du dollar) fut le premier signal de la crise d'ensemble du système qui se manifeste aujourd'hui. Et les premières perspectives de récession économique se dessinèrent *avant* la crise du pétrole. En août 1973 déjà, le bulletin hebdomadaire de la *Kredietbank* estimait « *probable que le « boom » ne persistera plus longtemps dans les pays de la C.E.E.* » et, deux mois plus tard, dans un article rédigé *avant* que la guerre n'éclate au Proche-Orient, le même bulletin annonçait « *un relâchement conjoncturel imminent* » (10).

INFLATION PAR LES COUTS, INFLATION PAR LA DEMANDE

Comme il est par trop sommaire d'invoquer uniquement la hausse du pétrole, d'autres explications de l'inflation sont avancées. Ramassant les débris des théories classiques, représentants des milieux d'affaires et ministres parlent volontiers d'*inflation par les coûts* et d'*inflation par la demande*. Comme cela le cercle des responsables s'élargit. Outre les Arabes, les salariés et les consommateurs en général servent aussi de boucs émissaires.

Pour les porte-parole du patronat, il s'agit d'*inflation par les coûts*. Si les prix grimpent, c'est à cause des hausses salariales. Explication traditionnelle qui néglige deux facteurs essentiels. D'abord que les salaires *suivent* en général les prix, le plus souvent avec retard. (« Les salaires prennent l'escalier, les prix prennent l'ascenseur »). Ensuite que les salaires n'interviennent que pour une part dans les prix de revient, pour un cinquième en moyenne d'après une enquête effectuée sous l'égide du département des Affaires

---

(9) La Commission de la C.E.E. s'est bornée à proposer de maintenir l'extraction à son niveau actuel de 250 millions de tonnes jusqu'en 1985. (*Tijd*, 22 novembre 1974).

(10) Bulletins hebdomadaires de la Kredietbank, 17 août et 26 octobre 1973.

économiques (11). Si bien qu'une hausse de salaires de 5 % devrait seulement entraîner une hausse des prix d'un pour-cent, ce qui n'est pas le cas. Quant aux augmentations extra-conventionnelles, elles sont largement compensées par l'accroissement rapide de la productivité, plus de 50 % au cours des six dernières années.

Dans la mesure où la thèse de l'inflation par les coûts contient des bribes de vérité, c'est pour une autre raison. C'est parce que les entreprises prennent prétexte des hausses de salaires qu'elles doivent accorder pour augmenter leurs prix de vente dans la *même* mesure, ce qui élargit leurs marges bénéficiaires puisque les rémunérations n'entrent que pour une part dans leurs prix de revient.

La thèse de l'inflation par la demande a également des partisans, à commencer par le Premier ministre M. *Tindemans,* lequel estime que « l'*exacerbation de la demande débouche immanquablement sur des hausses de prix* » et préconise par conséquent « *une prise de conscience plus aiguë de la nécessité d'une modération* de la part de tous les consommateurs » (12).

Y aurait-il donc pénurie de produits ? La consommation aurait-elle augmenté de façon excessive ?

A prix constants, c'est-à-dire en volume, l'augmentation de la consommation privée a été inférieure à celle du produit national au cours des huit dernières années. Et depuis le début de 1974, les ventes du commerce de détail n'augmentent plus en volume. Les magasins regorgent de marchandises. La durée d'activité assurée de l'industrie diminue et la réduction des commandes amène de nombreuses entreprises à ralentir leur activité.

Quels buts s'assignent dès lors les appels ministériels à la « sobriété » ? Les mêmes que ceux que se fixent les porte-parole de la F.E.B. quand ils invitent les organisations syndicales à faire preuve de « modération » dans leurs revendications salariales en affirmant que « *dans la lutte contre l'inflation, les intérêts des travailleurs et des entreprises convergent* » (13).

Il s'agit de la tentative classique de faire payer par les travailleurs les frais d'une crise dont le capitalisme est responsable. Ce qui aggraverait encore le mal. Au moment où le chômage prend un caractère massif, où les experts de la C.E.E. prévoient que les pays du Marché commun pourraient bientôt compter 4 millions de chômeurs, diminuer le pouvoir d'achat des masses populaires, réduire par conséquent les débouchés de l'industrie, accélérerait forcément la détérioration de la situation, rendrait plus menaçante encore la crise qui s'annonce.

LE SPECTRE DE 1929

La crise qui s'annonce menace-t-elle d'être aussi grave que celle dont le « jeudi noir », le krach de Wall Street du 24 octobre 1929, marqua le début, la grande crise économique de l'entre-deux-guerres ?

---

(11) J. Paelinck et P. Markey. Impact des dépenses d'énergie et de main-d'œuvre sur l'économie belge, 1963.

(12) Conférence de presse, 18 septembre 1974.

(13) Allocution de M. Raymond Pulinckx à la R.T.B., 8 octobre 1974.

Encore que la question ait souvent été posée ces temps-ci, il faut se méfier des parallèles historiques. L'histoire ne se répète jamais. Des transformations profondes se sont produites dans le monde depuis quarante-cinq ans et la situation actuelle diffère à beaucoup d'égards de celle d'alors.

En regardant seulement certains aspects de la situation, on pourrait même croire que les ressemblances sont moins nombreuses que les dissemblances, les différences constatées n'étant du reste pas toujours rassurantes.

C'est ainsi qu'en 1929, la hausse des prix était restée modérée. En Belgique, les prix de détail avaient seulement augmenté de 4,7 % par rapport à l'année précédente au mois de janvier, les prix de gros de 1 %. Les taux d'intérêt restaient modérés et oscillaient entre 4 et 5 %. Le chômage, peu important, était en régression depuis deux ans. Et les finances publiques connaissaient une situation exceptionnelle : pendant quatre ans (1926-1929), les budgets bénéficièrent d'excédents de recettes qui permirent de réduire sensiblement la Dette publique.

Et la situation se présentait également de façon fort différente sur le marché des capitaux. Stimulés par la spéculation, les cours des valeurs mobilières avaient haussé à un rythme qui dépassait de beaucoup celui de la production industrielle. C'est justement pour cela que le krach de Wall Street entraîna une chute brutale des cours et fut le point de départ d'une crise économique qui allait gagner peu à peu tous les pays capitalistes, entraînant une baisse brutale de la production et une montée massive du chômage. Aujourd'hui, le marché boursier a perdu beaucoup de son importance et il ne contribue plus que de façon dérisoire au financement des entreprises qui recourent pour l'essentiel à l'autofinancement et aux crédits fournis par les banques et les parastataux. Quant aux cours boursiers, il y a longtemps qu'ils se sont effondrés. La hausse des taux d'intérêt enlevant beaucoup de leur attrait aux titres à revenus variables, les cotations ont baissé d'un tiers depuis un an. La capitalisation des titres représentatifs des sociétés belges cotées à la Bourse de Bruxelles est descendue de 460 à 310 milliards F.

Les différences apparaissent tout aussi grandes lorsqu'on regarde les aspects plus généraux de la crise des années '30. Une de ses caractéristiques, c'est qu'elle survint à l'improviste. Dans les milieux d'affaires comme dans les milieux politiques, personne ne s'y attendait et il fallut un certain temps pour qu'on s'y résigne à admettre que les mécanismes autorégulateurs du capitalisme ne suffisaient plus à assurer le fonctionnement du système.

La crise de l'entre-deux-guerres marqua dès lors un tournant dans l'évolution du capitalisme, le passage à un stade nouveau de son développement. Placé devant de nouveaux problèmes, le capitalisme dut recourir à de nouveaux instruments et confier de nouvelles fonctions à l'Etat dans la société. C'est à partir de ce moment que les intervention de l'Etat dans la vie économique cesseront d'être occasionnelles et deviendront permanentes, de plus en plus importantes et systématiques.

Si la crise de l'entre-deux-guerres a également eu pour conséquence d'améliorer la connaissance des mécanismes économiques et d'assurer un fonctionnement moins anarchique du système, ce

n'est pourtant pas seulement pour cela que la récession qui s'annonce n'aboutira pas fatalement à la situation catastrophique des années '30. C'est aussi et même surtout parce que le mouvement ouvrier s'est renforcé et que les conquêtes sociales (assurance-chômage, indexation des salaires) réduisent la marge de manœuvre du capitalisme. Il sera plus difficile pour celui-ci de tenter de surmonter ses difficultés en pratiquant, comme il le fit alors, une politique de « déflation » qui prolongea et aggrava la crise en réduisant le pouvoir d'achat des masses populaires.

S'il faut se garder de dramatiser la situation, il faut toutefois en percevoir la gravité. La récession actuelle est de loin la plus sérieuse qui se soit produite depuis la seconde guerre mondiale. Tous les pays occidentaux sont atteints, l'inflation prend des rythmes sans précédent, le chômage augmente partout.

Ce qui est plus grave, pour le capitalisme tout au moins, c'est que cette crise est celle d'un régime qui se targuait d'avoir appris à surmonter ses contradictions, à assurer une croissance régulière et le plein emploi, à réaliser une « société d'abondance ».

C'est un système appuyé sur toutes les ressources des techniques modernes, de l'économétrie et de l'informatique qui chancelle, un capitalisme qui ne peut plus recourir aux recettes qui lui avaient permis de surmonter ses difficultés il y a quarante ans et de connaître ensuite un essor qui avait pu faire illusion. Car ces recettes ont atteint les limites de leur efficacité. Elles ne suffisent plus pour empêcher le système de se détraquer.

C'est le mythe d'un néocapitalisme miraculeusement guéri des tares du capitalisme classique qui se dissipe. Du même coup, tout le système se voit mis en cause.

DEFENDRE L'EMPLOI ET LE POUVOIR D'ACHAT S'ATTAQUER AUX POSITIONS-CLES DU CAPITAL

Ce n'est pourtant pas en se bornant à attendre que le système se détraque encore plus qu'il sera possible de résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui. Lénine l'avait déjà noté, il n'y a jamais « absolument pas d'issue pour le capitalisme ». C'est seulement par la lutte qu'il sera possible de transformer radicalement le régime.

La crise actuelle ouvre certes des perspectives nouvelles. Elle favorise une prise de conscience de la nécessité de changements profonds. Et le fait que l'U.R.S.S. et d'autres pays socialistes apportent la preuve qu'il est possible d'assurer un développement régulier de l'économie sans inflation incite aux comparaisons.

Il ne suffira toutefois pas de souligner à quel point la dégradation du système capitaliste confirme la nécessité de s'engager dans la voie du socialisme. C'est dans la lutte contre les conséquences les plus tangibles de la domination du capital que se forgera l'outil qui permettra d'avancer dans cette voie : l'unité des forces du travail.

Cette lutte est primordiale au moment où le chômage s'aggrave, où l'inflation accentue encore les inégalités sociales, où la hausse des prix réduit le pouvoir d'achat des travailleurs, où l'éro-

sion monétaire lamine les économies des couches les plus démunies de la population.

Devant la crise qui s'aggrave, la lutte pour défendre l'emploi et le pouvoir d'achat doit toutefois se doubler d'une action visant les causes du mal. Imposer des mesures qui s'attaquent aux privilèges des trusts et des banques, c'est marquer un pas en avant dans la lutte contre la source des difficultés actuelles. Et s'attaquer à la fois aux causes et aux conséquences de l'inflation réclame un faisceau de mesures dirigées vers un même but.

Des mesures destinées à limiter les dégâts de l'inflation. S'engager résolument, par exemple, dans la voie du *contrôle ouvrier* réclamé par les organisations syndicales en permettant aux conseils d'entreprise et aux délégations syndicales, qui sont bien placées pour le faire, de vérifier les prix de revient réels des entreprises. Imposer par ailleurs l'*indexation des barèmes fiscaux* et l'*indexation de l'épargne,* tout au moins pour les livrets de caisses d'épargne.

Et aussi des mesures qui s'attaqueront aux *causes* de l'inflation.

Est-il possible de le faire dans le cadre du système ? Il est tout au moins possible de limiter l'ampleur de l'inflation.

Cela nécessitera certes une modification des rapports des forces qui se réalisera seulement si la gauche toute entière s'unit dans ce but. Et l'action engagée dans ce sens devra s'accompagner d'une activité menée à l'échelle internationale, à l'échelle européenne, car elle devra aussi s'attaquer aux privilèges des sociétés multinationales.

Cette perspective n'a rien d'utopique. En France, la gauche s'est déjà unie en vue de réaliser un *programme commun* de gouvernement comportant un ensemble cohérent de réformes structurelles restreignant les privilèges des puissances d'argent qui comprend la réalisation d'un secteur nationalisé géré démocratiquement assez étendu pour pouvoir combattre l'inflation accélérée de façon efficace.

En Belgique, nous n'en sommes pas encore là. Mais c'est pour y arriver que le parti communiste vient de proposer aux autres composantes du mouvement ouvrier d'ouvrir le dialogue en vue de jeter les bases d'un contrat-programme et d'une alliance politique candidate à la direction du pays qui se fixerait pour but de réaliser un ensemble de réformes structurelles entamant la toute-puissance des monopoles et créant les instruments d'une politique nouvelle, conforme aux intérêts populaires.

ROSINE LEWIN

Après le congrès doctrinal du P.S.B.

Plusieurs fois ajourné, longuement préparé, le congrès doctrinal du PSB, qui s'est tenu les 16 et 17 novembre à Bruxelles, a constitué un événement dans la vie politique belge (1). Un événement positif, mais dont il faut voir les limites.

La Charte adoptée à la quasi-unanimité des congressistes permet au parti socialiste belge de mener une action anticapitaliste, mais elle n'a évidemment aucun pouvoir contraignant. Comme l'ancienne Déclaration de Quaregnon, c'est un document de référence, une « philosophie de la politique », et pas autre chose. La Déclaration de Quaregnon n'a empêché aucune compromission. Entre la nouvelle Charte et l'action socialiste sur le terrain, il y a, au moins provisoirement, place pour des interprétations contradictoires.

Il est néanmoins très important que le congrès doctrinal n'ait pas débouché sur un manifeste à la Bad-Godesberg (ce qui paraissait parfaitement vraisemblable il y a trois ans) et qu'il ait au contraire réhabilité et confirmé avec éclat les positions de lutte des classes de 1894.

UN LARGE DEBAT

Qu'apporte la Charte adoptée le 17 novembre ?

Elle n'a aucune parenté avec le premier texte préparatoire lancé en mai 1972 par le Bureau du parti, qui dénotait bien plus

(11 Voir dans les Cahiers marxistes N° 8, octobre 1974, les articles de Pierre Joye, Jacques Moins, Jean Terfve.

une préoccupation électoraliste qu'une recherche doctrinale. Même par rapport au Canevas pour un message doctrinal, daté de juin 1973, la Charte constitue un progrès qualitatif. Un certain nombre de contradictions majeures et d'ambiguïtés ont été larguées en cours de route.

C'est à une réanimation de la vie politique dans le PSB qu'on le doit. Nous ne savons pas combien d'assemblées de base se sont tenues ni combien de militants y ont pris part. Ce qui est certain, c'est que la discussion n'a pas été affaire de notables seulement, que ceux-ci ont même été surpris de se voir bousculés, et que le débat a permis à des aspirations profondes des masses socialistes de s'exprimer, notamment par le « *Roodboek* », qu'ont édité « Links » et les Jongsocialisten. Ce qu'on appelle « le tournant à gauche » est donc plutôt un retour à une certaine écoute des forces vives de la classe ouvrière.

C'est au cours des deux mois qui ont précédé le congrès que la discussion est devenue dense. Les propositions d'amendements ont surgi par dizaines, le rythme des assemblées s'est accéléré. Si bien qu'il y a encore des différences sensibles entre la Charte et le projet de « Message », intitulé « Le socialisme d'aujourd'hui », qui a servi de document de travail aux congrès fédéraux et aux commissions préparatoires du congrès.

Dès le préambule, le texte a été modifié dans le sens d'une plus grande clarté (évitant le mélange des plans et des idées), et surtout d'une condamnation plus nette et plus complète du capitalisme. Condamnation explicite, puisque ce qu'on récuse c'est un régime d'exploitation et de recherche du profit, secrétant inégalités et désordre, déséquilibres et crises. On n'y trouve cependant pas d'analyse, fût-elle rudimentaire, de l'étape actuelle du capitalisme, celle où monopoles et appareil d'Etat sont étroitement intriqués.

Des énormités comme « la juste rétribution du capital à risques » sont supprimées. La paix, qui devait dans le projet de Manifeste, résulter des bienfaits d'une organisation mondiale harmonieusement conçue, ne peut, dans le texte adopté par le congrès, « être réalisée et maintenue que selon les principes de la Charte de l'ONU et de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, et par l'instauration d'un système mondial de justice économique et sociale. Ce qui implique la condamnation de l'impérialisme sous toutes ses formes, de toute oppression et de toute exploitation d'un peuple par un autre ».

L'équilibre « toujours précaire » des effectifs militaires et des armements est récusé, la négociation de nouveaux accords de sécurité Est-Ouest réclamée; le congrès se prononce pour « un contrôle rigoureux du commerce des armes », ainsi que pour la dissolution des blocs antagonistes. Cependant, et malgré les efforts d'une forte minorité qui s'est fait entendre même à la tribune du congrès (Jef Ramaekers, de Malines, R. De Wuilf de Vilvorde, Alfred Scockaert du Brabant wallon), le thème de « la convergence des économies socialiste et capitaliste » a été maintenu, encore que dans un contexte différent. La confusion demeure entre d'une part, une volonté de détente, permettant « la libération de moyens financiers et humains importants », et d'autre part, la conciliation de l'inconciliable — à savoir le capitalisme et le socialisme.

A ces quelques exemples indiquant qu'entre les moutures successives de la Charte, il y a bien plus que des nuances, il faut ajouter l'entrée en force d'une notion qui ne figurait pas dans le projet de Message, même si elle apparaissait incidemment dans les documents des Commissions préparatoires. Il s'agit de la notion d'autogestion, qui avec la socialisation et la planification, devient un des trois principes sur lesquels le PSB entend fonder la démocratie économique. Distincte du contrôle ouvrier, l'autogestion « signifie que le travailleur exerce lui-même à chaque niveau de l'entreprise son pouvoir de décision ». Elle est cependant applicable ailleurs qu'à l'entreprise. Si de nombreuses réserves ont été émises par divers orateurs à propos de la croissance soudaine de cette volonté autogestionnaire, c'est à l'unanimité que les textes relatifs à la démocratie économique ont été votés.

Il faut savoir enfin que des amendements ont encore été apportés au document final pendant la semaine qui a précédé le congrès, puis au cours même des assises. En substance, tous vont dans le sens de ce qu'André Cools appelle *« un socialisme de combat »*. A noter parmi les derniers amendement précongressuels : le souci de remplacer « l'éducation actuellement basée surtout sur la concurrence et l'individualisme par une éducation reposant sur l'esprit de groupe et le sens des responsabilités », la place faite aux cadences de travail et au surmenage « déshumanisants », à la puissance économique et politique des multinationales, à l'exigence « dans tous les domaines de profondes réformes de structure », à la liberté d'expression que doit assumer le socialisme.

Quant aux 61 amendements introduits au congrès, vingt seulement en ont été retenus. Les autres, qui portaient notamment sur les conditions d'une participation gouvernementale, sur le désengagement de la Belgique envers l'OTAN, sur la dépénalisation de l'avortement, ont été refoulés par la commission des résolutions et n'ont pas été soumis à un vote des congressistes. Des vingt amendements retenus, et qui furent l'objet d'un vote global, les plus signifiants sont celui qui fait figurer l'énergie et le crédit parmi les secteurs-clés à socialiser, et celui qui élargit la notion d'égalité entre les hommes et les femmes.

Il y aurait beaucoup à dire sur le rôle joué par les femmes au congrès doctrinal du PSB. Elles étaient relativement nombreuses — et souvent jeunes — parmi les déléguées, et chacune d'elles avait reçu en hommage une belle rose rouge. Mais seule Irène Pétry, coprésidente du congrès avec Jos Van Eynde, prit la parole. Les autres participations féminines spectaculaires furent celles des hôtesses, en uniforme sévère, et des majorettes de Waremme, en uniforme léger — ces dernières se faisant huer parce qu'elle officiaient sur l'air martial mais compromettant de « Viva España ».

UNE PERSPECTIVE : L'UNION DE LA GAUCHE

Mais revenons à la Charte, ainsi qu'au déroulement du congrès dont elle est issue.

En choisissant d'ouvrir le congrès par une allocution de Pierre Mauroy, du Parti socialiste français, parlant au nom de François Mitterrand, les organisateurs prenaient le risque de faire applaudir d'entrée de jeu deux images importantes, et d'ailleurs liées : celle

d'un parti socialiste qui gagne du terrain depuis qu'il refuse en paroles et en actes l'intégration au régime capitaliste, et celle de l'union de la gauche sur un programme commun de gouvernement.

La perspective de cette union de la gauche pour la Belgique a été reprise par de nombreux délégués. La référence à l'appel de Léo Collard en faveur d'un rassemblement des progressistes a été fréquente — mais traitée diversement.

C'est ainsi que le sénateur Guy Spitaels, président de la commission sociale préparatoire au congrès, et ancien chef de cabinet d'Edmond Leburton, l'évoque surtout pour dire qu'il n'y croit pas. A la perspective d'un front des progressistes, Spitaels substitue celle d'une ouverture du PSB aux catholiques de conviction socialiste, guère applaudie d'ailleurs, et pour des raisons qui tiennent surtout, pensons-nous, à un anticléricalisme très formel.

Les interventions les plus sérieuses à propos de l'union de la gauche furent sans doute celles des porte-parole des fédérations de Liège et de Gand, des Jeunes Socialistes et des Jongsocialisten.

Guy Mathot, député-bourgmestre de Seraing, exprime avec énergie la volonté des socialistes liégeois d'élaborer un programme de gouvernement à proposer à toutes les forces progressistes. Piet Van Eeckhout, de Gand, lie la reconquête d'une crédibilité pour le parti socialiste au refus de toute participation gouvernementale qui ne serait pas axée sur des réformes fondamentales, et à la réalisation d'un rassemblement des forces progressistes. Marc-Henri Janne souligne au nom des Jeunes Socialistes que ce rassemblement doit être compris non « en termes d'appareils, mais en termes de lutte des classes », afin de susciter en Belgique une nouvelle dynamique politique. Marcel Vandenbosch, président des Jongsocialisten, souscrivant à la perspective de l'union de la gauche, souligne le rôle positif des communistes. Willy Calewaert aussi, indique parmi divers facteurs favorables au rassemblement des progressistes la disponibilité du PCB. Pour un Glinne, ce rassemblement, qu'il appelle de ses vœux, concerne surtout le MOC. Pour Willy Claes qui évoque « le front progressiste qui permettrait de trouver une majorité », l'apport d'une « minuscule ultra-gauche » (non autrement identifiée) peut être tenu pour négligeable.

Le débat sur la perspective du rassemblement des progressistes est bien entendu lié à la question de la participation du PSB à une coalition gouvernementale. L'union de la gauche doit en effet permettre que se révèle et s'affirme une nouvelle majorité, à vocation révolutionnaire et à vocation de pouvoir. Personne ne prétend vouer le PSB à tout jamais dans l'opposition. Bien au contraire. Mais il s'agit de savoir à quelles conditions et pour quoi faire on s'installe rue de la Loi.

PARTICIPER A QUEL GOUVERNEMENT ?

Cette question capitale, posée en termes parfois pathétiques par plusieurs fédérations, notamment celles de Thuin, Soignies et Verviers, n'a pas reçu une réponse claire. Il faut rendre cette justice à Willy Claes et à Pierre Vermeylen qu'ils ont, avec talent, contribué à répandre la confusion.

« Certains ont jugé bon, a déclaré Willy Claes, de mêler la

question de la participation gouvernementale à ce débat idéologique. Eh ! bien, la question du pouvoir est posée. Un parti comme le nôtre ne doit pas du tout hésiter à affirmer qu'il vise à assumer des responsabilités gouvernementales : certainement pas pour sauvegarder des privilèges capitalistes ou gérer le système tel quel, mais bien pour réaliser progressivement mais sûrement ses objectifs. Donc, pas de gestion du système capitaliste, mais pas non plus d'opposition stérile, dont la majorité de la population — et surtout des travailleurs — ne veulent d'ailleurs plus ».

« Réaliser progressivement mais sûrement ses objectifs » : c'est, a déclaré Pierre Vermeylen, président de la Commission des résolutions ce que le parti socialiste a toujours fait. S'insurgeant contre l'exigence « excessive et inutile » de certains le voir le parti s'engager à ne participer au pouvoir que pour réaliser des réformes structurelles fondamentales, il a évoqué l'éventualité, demain, soit de menées fascistes, soit d'une crise grave avec un chômage massif. Dans ces hypothèses, a-t-il dit, la classe ouvrière ne comprendrait pas que le PSB se dérobe à ses responsabilités. Et d'ajouter : « La participation ou la non-participation à un gouvernement a toujours été discutée à nos congrès. C'est le parti tout entier qui jugera. Il faut lui faire confiance ».

Poursuivant sur cette lancée, le même Vermeylen répondant à un journaliste qui l'interviewait au lendemain du congrès doctrinal, déclarait : « Quand, dans son message idéologique, le parti affirme qu'il ne participera au pouvoir qu'en fonction de la possibilité de défendre les travailleurs en réalisant progressivement les réformes de structure qu'il préconise, il a tout dit et bien dit. »

Ce n'est pas l'avis de tous les militants socialistes.

Ce n'est pas non plus le nôtre.

Première observation : la question de la participation gouvernementale ressortit de plein droit au débat idéologique d'un parti ouvrier. La surprise que feint Willy Claes est caractéristique des conceptions social-démocrates : la doctrine peut à la rigueur être mise à l'ordre du jour, elle est en tous cas étrangère à la pratique politique, et somme toute, c'est un jeu intellectuel qui n'engage à rien.

Faut-il rappeler que le marxisme est aux antipodes de cette attitude et que sa fécondité procède notamment de l'unité qu'il postule entre théorie et praxis. Le marxisme analyse le monde, non par goût de l'analyse, mais pour transformer le monde.

Deuxième observation : toutes les participations socialistes à des gouvernements de coalition n'ont pas, il s'en faut, servi « l'idéal socialiste » ou permis de réaliser « des objectifs socialistes ».

Sans vouloir retracer ici un demi-siècle d'histoire de Belgique, on peut rappeler que quand Achille Van Acker a formé en avril 1954 un gouvernement avec les libéraux, ceux-ci opposèrent une résistance opaque à toute tentative de réforme économique même modeste. Le règne de Van Acker a surtout été marqué par une contre-offensive scolaire, venant après les cléricales lois Harmel. Mais c'est précisément sous ce règne, en 1957, que fut lancé l'hebdomadaire « La Gauche », alors organe de la gauche socialiste, pour combattre le conservatisme de l'équipe au pouvoir. Quant au gou-

vernement Lefèvre-Spaak, mis en selle après la grande grève de 60-61 contre la loi unique, il a commencé par appliquer la loi unique en pièces détachées, et il a fini, sous la pression de la droite, par trahir les engagements cependant modestes qu'il avait souscrits dans sa déclaration du 2 mai 1961. Qui oserait encore appeler « réformes de structure », le Bureau de programmation, le Directoire charbonnier, la Société nationale d'investissement, qu'on doit à ce gouvernement « travailliste » ?

Plus près de nous, qu'a donc réalisé de socialiste le gouvernement tripartite présidé par Edmond Leburton — que ne pouvaient excuser ni « des menées fascistes », ni « une crise grave avec un chômage massif » — et qui n'a pu doter le pays d'un statut régional, mission pour laquelle il avait été constitué ? Même après leur démission, les ministres socialistes ont cédé aux injonctions des compagnies pétrolières. Où est l'idéal socialiste dans tout cela ?

Troisième observation : l'Histoire montre que quand un congrès prend une option qui gêne le Bureau du PSB, il suffit à ce dernier d' « oublier » cette option. C'est ce qui s'est produit notamment avec la résolution du congrès de décembre 1969 ratifiant l'appel de Léo Collard « à l'unanimité et dans l'enthousiasme ». Il n'est donc pas sérieux de proclamer que c'est « le parti tout entier » qui décide. Pour le surplus, les congrès extraordinaires convoqués par le PSB pour décider d'une participation ou d'une non participation au gouvernement sont notoirement convoqués à la hâte, et ils permettent rarement un débat large et approfondi.

Dès lors le moins qu'on puisse dire, c'est que les partisans de la participation gouvernementale traditionnelle n'ont pas abdiqué. Willy Claes, qui incarne ce courant avec fougue et jeunesse, s'est fait ovationner au congrès, car il avait eu l'habileté d'envelopper son propos d'une vigoureuse profession de foi anticapitaliste. Edmond Leburton s'est tu. Il est vrai que la présence de délégués du Mouvement populaire de la Révolution du Zaïre (dont il se flatte d'être membre d'honneur) parlait pour lui. On sait que cette présence, vivement contestée, a suscité un incident avec les Jongsocialisten.

Henri Simonet ne s'est pas tu. Il a condamné les socialistes qui vont au pouvoir « *comme on va à la soupe* », prodigué des leçons à « la gauche du parti », fait l'éloge de la rigueur sans la pratiquer. Son discours peut être interprété comme une offre de services gouvernementaux.

On pourrait gloser sur d'autres discours et d'autres silences. En tout état de cause, on ne peut ignorer deux réalités. Il existe dans la Charte un alinéa ambigu qui peut demain légitimer n'importe quelle coalition des socialistes avec la droite. Il subsiste dans le PSB un courant réformiste et des politiciens expérimentés qui ont subi le congrès doctrinal sans être le moins du monde engagés par un « socialisme de combat ». Il eût été naïf d'imaginer qu'un congrès, même bien orienté, suffise à liquider des traditions de clientélisme et d'opportunisme ancrées à tous les niveaux du PSB. Qu'on ne s'y trompe pas en effet. Jacques Yerna pouvait constater dans une interview au « Peuple » : « *Si la gauche est enfin parvenue à faire repousser le texte présenté par la tendance de droite du Bureau, le PSB n'a pas pour autant changé de Bureau. Ce sont les*

mêmes qui demain devront diriger le PSB dans une orientation que l'on veut croire nouvelle. Cela pose incontestablement le problème de la crédibilité de cette orientation ».

C'est fort pertinent, mais nous ne croyons pas que le Bureau soit homogène, ni qu'il soit le dépositaire exclusif des tendances opportunistes du PSB. Elles se retrouvent aussi dans les sections et fédérations, peu entraînées dans l'ensemble au débat et à l'action politiques.

AMORCER LE DIALOGUE

Membre du Bureau et même président national, André Cools est apparu dans la préparation et le déroulement du congrès, comme le porte-parole des « radicaux ». Il propose aux socialistes belges l'image du parti de François Mitterrand plutôt que celle de la SFIO de Guy Mollet. Il leur offre l'union de la gauche comme perspective d'avenir. Son discours de clôture, un discours chaleureux et très applaudi — est significatif à cet égard.

Reprenant explicitement l'appel de Léo Collard au rassemblement des progressistes, Cools a dit sa conviction que le dialogue pourrait, cette fois, être plus constructif, « dans la mesure où les socialistes présentent à tous les progressistes, dans un texte précis, leur philosophie de la politique ». Il a ajouté : « *Ce que nous devrions négocier maintenant, c'est un programme de gouvernement valable pour tous les groupements qui veulent en priorité lutter pour la transformation de la société* ». Et après avoir souligné que l'œuvre à entreprendre est de longue haleine, le président du PSB a encore dit : « ... après ce congrès, je proposerai au Bureau du parti de prendre rendez-vous d'abord avec les représentants politiques des travailleurs chrétiens, ensuite avec les représentants d'autres composantes de la gauche. Le dialogue doit se nouer. Nous avons la volonté qu'il aboutisse, ce qui ne veut évidemment pas dire que nous attendrons indéfiniment au bord du chemin en refusant toute responsabilité, tant que cette grande alliance ne sera pas nouée. Je pense que nous avons fait un grand pas vers nos camarades chrétiens. Nous espérons de tout cœur que leur volonté de dialogue sera égale à la nôtre. »

La volonté de dialogue des camarades chrétiens a d'abord buté sur un mystère : qu'est devenue l'invitation à assister au congrès, adressée par le PSB au MOC, et que celui-ci n'a jamais reçue ? Il fallut quelques jours pour apaiser la hargne née de ce mystère, et pour permettre au dialogue de s'amorcer vraiment.

Ce dialogue, les communistes sont disposés à l'accueillir favorablement. Louis Van Geyt s'en est expliqué devant la presse, au nom du Bureau politique du PCB « *Nous répondrons à toute proposition de rencontre,* a-t-il déclaré, *qu'elle soit bilatérale ou multilatérale, en vue de rechercher les bases d'un contrat-programme entre les représentants politiques des travailleurs* ». Le président du parti communiste a rappelé les propositions de contrat-programme formulées dans le document « *Unir les progressistes pour un tournant démocratique* ». Elles portent sur un certain nombre de réformes structurelles qui rencontrent les revendications essentielles des travailleurs et répondent aux intérêts des régions et du pays.

Mais Louis Van Geyt ne s'en est pas tenu à cela.

Il a souligné que pour aboutir à un dialogue fructueux, des difficultés doivent être surmontées. Le gros des forces du mouvement ouvrier chrétiens — dans les deux communautés et les trois régions — n'est pas encore gagné à la perspective d'un front anticapitaliste. Si le programme politique du MOC wallon et francophone témoigne à cet égard d'une évolution positive, il reste que des forces très importantes — majoritaires même, à l'échelle du pays — conservent des liens étroits avec la direction conservatrice ou technocratique du PSC. Par ailleurs, du côté du PSB, l'unanimité doctrinale d'inspiration nettement anticapitaliste n'exclut pas, a-t-il dit, la diversité des positions à court et moyen termes.

Le regroupement des progressistes, cependant, se joue aussi ailleurs qu'au niveau des états-majors de partis. Non seulement le dialogue entre socialistes, chrétiens et communistes doit se pratiquer au niveau régional et local, mais ce sont surtout les luttes communes des travailleurs qui peuvent promouvoir leur alliance politique. Luttes pour défendre le niveau de vie face à l'inflation, luttes pour la sécurité de l'emploi face aux licenciements, luttes amples et difficiles contre un régime en crise.

Sans doute a-t-on souvent évoqué la puissance et la nocivité des multinationales au congrès du PSB. Sans doute les syndicalistes étaient-ils nombreux parmi les délégués. Sans doute n'avaient-ils pas laissé au vestiaire le souvenir des combats dans lesquels ils sont engagés — ici contre Fabrimétal, là contre des compagnies pétrolières, là contre un gouvernement de droite. Mais l'articulation entre ces combats immédiats, tout chauds, et la société socialiste de demain, cette articulation manquait au congrès. Comme s'l s'agissant de deux mondes clos et séparés, comme si ajourd'hui ne préparait pas demain.

Pour leur part, les travailleurs du gaz et de l'électricité, affiliés à la FGTB, ont au cours de leur récent congrès, posé le problème sur ses pieds : nos objectifs syndicaux ne seront atteints, ont déclaré leurs porte-parole, que par la voie du rassemblement des progressistes, et en poussant le plus loin possible l'action interprofessionnelle.

De Glaverbel à la Bell Telephone, les licenciements se font plus massifs, n'épargnant même plus un pôle de croissance économique comme la région anversoise, jusqu'à présent protégée du chômage. L'index des prix de détail a repris en novembre une ascension que le gouvernement ne peut ou ne veut contrarier, lui qui donne l'exemple de la hausse des tarifs postaux et téléphoniques. On n'entend parler que de crise dans le monde capitaliste où les puissants, qui décident seuls, demandent aux masses populaires, de payer les vices du régime.

La résistance du mouvement ouvrier et démocratique ne sera vraiment efficace que dans la mesure où il mettra en cause le régime capitaliste lui-même, exigeant puis mettant en œuvre des réformes de structure fondamentales. L'instrument indispensable à cette stratégie, c'est l'union de la gauche.

JACQUES DE BONIS *

Le Parti communiste français et l'union de la gauche

Au mois de mai 1974 se révèle en France une situation inédite : 13 millions d'électeurs — plus de 49 % du corps électoral — se rallient aux grands objectifs et aux réformes définies par le programme commun de gouvernement signé le 27 juin 1972 par le Parti communiste et le Parti socialiste, puis par le Mouvement des Radicaux de gauche.

Ils se prononcent ainsi clairement en faveur d'un changement démocratique, pour la mise en œuvre, par un gouvernement d'union à participation communiste, d'une politique nouvelle.

13 millions, c'est beaucoup, mais encore insuffisant pour donner la véritable mesure de la volonté qui anime, dans ses profondeurs, le peuple français. La campagne mystificatrice menée par Giscard d'Estaing et ses amis a dû, en effet, tenir compte du discrédit de la politique du pouvoir et des monopoles. Elle a donc joué du thème de « la nouveauté » et réussi à dévoyer le désir de changement de millions d'autres Français, réussi, du même coup, à obtenir un sursis.

La toile de fond de cette situation politique nouvelle, de cette mise en évidence de la possibilité pour la gauche de constituer l'axe

---

* Rédacteur en chef de l'hebdomadaire « France Nouvelle »

d'une majorité nouvelle, est constituée par deux éléments essentiels : 1°) La crise globale du système du capitalisme monopoliste d'Etat qui affecte tous les domaines, économique, social, politique, culturel, idéologique, moral, et atteint tous les aspects de la vie nationale. 2°) L'existence d'une réponse globale à cette crise, et un programme commun de gouvernement au contenu économique et social avancé, fait dominant de la vie politique française.

C'est donc dans ces conditions que le Comité Central du Parti communiste français décide de ne pas attendre son congrès ordinaire, qui devait se tenir en décembre 1975 et convoque, du 24 au 27 octobre 1974, le XXIe congrès extraordinaire.

Extraordinaire, il le fut, Et ce dès le stade de sa préparation, marquée dans les 20.000 cellules, dans les 2.500 sections par une discussion démocratique, intense et riche, sur la base du projet de résolution, par la réflexion et l'expérience de plus de 400.000 communistes, par des milliers d'amendements pris en compte par le Congrès. Il le fut, il le reste surtout, à cause de son impact, de son rôle de catalyseur, de ferment que d'ores et déjà il constitue pour élever la qualité de l'union, la qualité de la lutte.

UNE PENSEE MAITRESSE : L'UNION POUR LE CHANGEMENT

Ce congrès, la presse écrite et parlée l'a, depuis, abondamment commenté, apprécié, analysé, avec plus ou moins de bonheur, de bonne foi, de bon sens. Il visait, en vérité et d'évidence, à répondre à deux questions capitales et indissociables : comment parvenir à faire triompher le changement démocratique ? Quel doit être le rôle du Parti communiste dans cette bataille ?

Ses réponses, il les a données. Sur le premier point, celle-ci : « La solution des graves problèmes du pays suppose un grand élan national, un effort de notre peuple rassemblé, seule une politique comportant les réformes profondes exprimées dans le programme commun de la gauche peut être la base d'un tel rassemblement. Seul un grand mouvement populaire et national peut le promouvoir. C'est la raison pour laquelle le Parti communiste français appelle à l'union du peuple de France pour le changement démocratique. A qui proposons-nous l'union ? A tous les travailleurs, à toutes les victimes du grand capital, à tout le peuple de France, à la seule exception de la poignée de féodaux des grandes affaires et de leurs commis politiques ».

L'union, tel est en fait, le maître-mot de ces travaux, l'union pour le changement démocratique, l'union proposée offerte à tous ceux qui subissent la dictature des monopoles, à l'immense majorité des Français donc. C'est dire qu'il s'agit ici non d'un rassemblement sans contenu, ni principe, mais d'un appel à développer les luttes des forces ouvrières, démocratiques et nationales contre le régime du grand capital ; d'un appel à consolider et étendre les

changements démocratiques profonds qui répondent aux aspirations de la majorité des Français.

UN PARTI FORT, INFLUENT, ACTIF

Le second thème majeur du XXIe congrès du P.C.F. insistait sur la nécessité d'un Parti « plus influent, plus fort, plus actif ». Certains commentateurs et politologues en ont rapidement déduit que prédominaient là des préoccupations de chapelle, un esprit de boutique. Déductions à courte vue. Car, comme le soulignait Georges Marchais, dans son rapport « Notre parti n'a pas sa propre fin en lui-même. Ce qui nous guide, c'est exclusivement l'intérêt de la classe ouvrière, et du peuple de France, la volonté de voir se réaliser les transformations démocratiques profondes dont le pays a besoin (...). Les travailleurs, tous les démocrates doivent donc dlisposer d'un parti de combat, clairvoyant, déterminé, efficace. Ce parti, c'est le Parti communiste. Il peut jouer et il joue ce rôle d'avant-garde de la classe ouvrière et du peuple parce qu'il est le Parti de la classe la plus intéressée à la transformation de la société : la classe ouvrière ; parce qu'il fonde son action sur une théorie révolutionnaire qu'il enrichit sans cesse des conclusions nouvelles tirées de la vie ; parce qu'il dispose de règles et de méthodes d'organisation qui assurent son unité dans l'action sur la base d'une élaboration profondément démocratique de ces décisions ».

Qu'il n'y ait pas antinomie, mais au contraire corrélation entre le renforcement du Parti communiste et l'essor de l'union, toute la pratique, toute l'expérience du mouvement ouvrier et démocratique français le prouvent. Y compris dans la plus récente période où, par exemple, il a su, le premier, déceler le caractère de la crise actuelle de la société française ; permis, par sa ténacité et sa clairvoyance, l'accord avec d'autres partis de gauche sur un programme commun de gouvernement ; jeté toutes ses forces dans la bataille de l'élection présidentielle. Se plaçant ainsi à l'avant-garde du combat, ouvrier, populaire, national, il a, du même coup, démontré qu'en exerçant le rôle décisif qui est le sien, il n'était animé d'aucune volonté dominatrice, d'aucun esprit de secte, sa seule ambition étant d'être le meilleur au service des objectifs communs.

« Un Parti communiste fort, influent et actif, c'est la sécurité pour l'avenir des travailleurs », a dit le secrétaire général du P.C.F. Les faits et l'histoire le démontrent : l'union des forces ouvrières et démocratiques ne se réalise pas dans les pays où n'existent pas de partis communistes ; le socialisme ne se construit pas sans l'existence d'un parti dont l'action ne s'appuie pas sur le marxisme-léninisme...

Dans les conditions françaises, n'est-il pas évident qu'il n'est pas d'union solide, durable et fructueuse sans la présence, l'influence, le poids d'une telle avant-garde ? N'est-il pas évident que dissocier ces deux questions c'est, fondamentalement, faire obstacle aux changements démocratiques ?

GERER LA CRISE
OU ENTAMER UN CHANGEMENT DEMOCRATIQUE

Inscrite dans une crise du monde capitaliste, dont les raisons ne sont pas circonstantielles, la crise de la société française s'approfondit au fur et à mesure que le pouvoir subordonne l'activité nationale aux intérêts des groupes financiers géants et cosmopolites. L'irrationnalité du système éclate au point que le président de la République affirme qu'il « gère l'imprévisible ». Inflation, hausse des prix, chômage font pendant au renforcement d'un autoritarisme assorti de démagogie, cependant que les forces populaires sont à l'offensive et que la nécessité d'un changement réel de politique se pose comme une exigence démocratique et nationale dont l'urgence grandit.

Dans ces conditions, le pouvoir combat en retraite, avec les armes dont il dispose. Aujourd'hui, tout en s'efforçant de l'empêcher, il est contraint de se placer dans la perspective d'une victoire de la gauche et de la présence des communistes au gouvernement. Il a alors pour objectif que les communistes soient, ce moment venu, les plus faibles possibles.

Cela éclate à l'évidence dans les propos provocateurs du ministre de l'Intérieur, Poniatowski, pour lequel « le parti socialiste est un parti démocrate et républicain, le parti communiste un parti totalitaire à caractère fascisant », ou dans ceux de Giscard d'Estaing qui prétend réduire l'influence des communistes français à 15 % des voix.

On conçoit dans ces conditions que le Parti communiste mette sur la place publique, c'est-à-dire soumette au sens politique des Français, des questions non négligeables. Elles concernent certaines prises de position, certaines déclarations, certains actes du Parti socialiste et du Mouvement des Radicaux de gauche qui, sous le couvert d'un prétendu rééquilibrage des forces de gauche, visent à affaiblir l'influence communiste, ou négligent (lors des « Assises du socialisme ») de faire référence au programme commun, ou perpétuent, dans la gestion municipale de plusieurs villes de France, une alliance contre-nature entre socialistes et partis de droite.

Dnas le moment où le pouvoir des monopoles aux abois rêve de faire gérer la crise de son système par quelque combinaison à tonalité « de gauche » ou à réaliser une mystificatrice « union nationale » autour des intérêts du capital, on comprend aisément que les communistes en appellent, indissociablement, à une union d'une qualité nouvelle et à un renforcement de leur parti. Ceci sans préjudice, au contraire, d'un renforcement, sur des bases saines et au détriment de la droite, des autres partis de gauche.

Car telle est la condition pour que se réalise un rassemblement largement majoritaire du peuple de France pour le changement démocratique : pour que aussi, au moment où la majorité des Français en auront décidé, soit entamée la construction d'un « socialisme aux couleurs de la France ».

MARC BAUS
PIERRE GILLIS
ALKIS GRECOS

Pourquoi et comment l'OTAN finance-t-elle la recherche universitaire ?

« Désormais, les institutions d'enseignement et de recherche vont de plus en plus devoir être financées par l'Etat, car pour diverses raisons, les sources de financement privé ne seront pas suffisantes. Est-il le moins du monde raisonnable de confier aux militaires la répartition des fonds collectés à cette fin auprès des contribuables ? Toute personne prudente répondra certainement « NON » à cette question. »

ALBERT EINSTEIN.
« The American Scholar » New York, 1947.

Les problèmes de la science, de sa fonction et de sa place dans la société sont abordés de plus en plus souvent, dans et hors des milieux scientifiques, sous l'effet de la crise du capitalisme et de ses retombées idéologiques. Un des exemples les plus récents de l'intérêt soulevé par les questions relatives à la science réside dans l'organisation par le cercle du Libre Examen de l'ULB d'un cycle de conférences-débats sur le thème « Science et société ». L'article qui suit est le premier résultat de discussions qui ont eu lieu entre janvier et septembre 1974 dans un groupe constitué autour des Cahiers Marxistes. Y ont notamment participé : Marc Baus, Pierre Gillis, Alkis Grecos, Rosine Lewin, Danielle Losman, Suzanne Mousset, Monique Parker, Marc Rayet, Paul Van Praag.

Toute personne que ces sujets intéressent peut se mettre en rapport avec le groupe en question en écrivant aux C. M.

Depuis quelques années, les scientifiques sont confrontés avec un phénomène nouveau. Sans doute savent-ils depuis longtemps que certains de leurs collègues travaillent dans des centres et laboratoires militaires où, bien que dépendant directement du ministère de la Défense, ils développent une science tout aussi « pure » que la leur — celle des universités et des centres publics de recherche. Ce qui est nouveau, c'est que depuis peu les scientifiques sont régulièrement invités à assister à des congrès, à participer à des écoles d'été ou à des projets de recherche, et que toutes ces invitations portent — le plus souvent discrètement et en bas de page — la mention « Partiellement financé par l'OTAN », bien qu'il s'agisse là de manifestations publiques s'adressant à des universitaires et organisées le plus souvent par des universités.

Cette situation évoque chez la plupart le souvenir d'une collaboration de scientifiques universitaires américains avec la « chose militaire », qui n'avait pas manqué de soulever une vague de protestations lors de l'affaire Jason (1).

L'ETE 1972 ETAIT-IL CHAUD ?

Lorsque les travailleurs scientifiques apprirent au début de l'année 1972 que plusieurs collègues, parmi les plus honorables et les plus estimés, participaient au groupe Jason qui, entre autres, était censé en terminer scientifiquement avec la guerre du Vietnam en mettant au point des armes et des stratégies nouvelles, ils manifestèrent publiquement leur désapprobation et parvinrent ainsi à faire parler d'eux — jusqu'à la « une » des grands quotidiens (2). Rappelons par exemple la spectaculaire expulsion de M. Gell-Mann, Prix Nobel de physique, du Collège de France le 13 juin 1972, pour avoir refusé de s'expliquer devant ses auditeurs sur sa collaboration avec l'ar-

---

(1) Jason : Division Jason de l'Institute for Defense Analysis (IDA) — IDA : Institut de recherche présidé par le général Maxwell Taylor. Il effectue des recherches sur l'évaluation des systèmes d'armes, les aspects de la contre-insurrection, les applications militaires des lasers, etc.

Jason est un groupe de recherche d'une quarantaine de scientifiques réputés. Chaque été, ses membres consacrent une session de travail à des problèmes techniques liés à des questions d'intérêt national. Ce type d'instituts « privés » est utilisé par le gouvernement des Etats-Unis afin de recruter (à temps plein ou partiel) des scientifiques, ingénieurs, etc. de haute qualification, en évitant les formalités auxquelles sont soumis les fonctionnaires et en leur offrant des salaires compétitifs avec ceux des conseillers d'entreprises. Les scientifiques d'une telle équipe ne limitent pas leur intervention à des questions purement techniques, mais ils proposent aussi des idées générales en vue de la solution d'un problème. C'est ainsi que l'idée des bombes à billes, utilisées au Vietnam, émane du fameux groupe Jason. Un groupe de ce genre constitue ce qu'on appelle un «think-tank» ou réservoir à pensées (voir la Recherche, 27, 821/octobre 1972).

Les informations ci-dessus ont vu le jour à un moment où la résistance du peuple vietnamien posait un problème inhabituel à l'administration américaine, comme en témoignent les révélations contenues dans les Dossiers du Pentagone (cf. note 2).

(2) Cette période est décrite en détail dans le livre de Alain Jaubert et Jean-Marc Lévy-Leblond « Autocritique de la science » — Editions du Seuil, Paris 1973.

mée américaine en guerre au Vietnam. Les protestations n'en restèrent pas là. Fin juin, S.D. Drell, un autre physicien du groupe Jason, se voit empêché de parler à Rome pour la même raison. Au début de juillet, les étudiants de l'école d'été d'Erice (Sicile) protestent contre la présence de J.A. Wheeler et M. Gell-Mann. Fin juillet, S.D. Drell est présent à l'école de Cargese (Corse) et le directeur, M. Levy, ferme l'école parce que les étudiants s'occupent trop de « politique », au lieu de se consacrer à la science. Le 12 août, s'ouvre à Varenne (Italie) un colloque sur l'Histoire de la physique au XXme siècle; les participants rédigent une motion condamnant la participation des scientifiques à la guerre du Vietnam. Cette motion fait le tour de l'Europe et est notamment signée par plusieurs dizaines de scientifiques belges (3). Finalement en septembre, lors d'un congrès à Trieste, des participants occupent les locaux, et les conférenciers sont priés de s'expliquer sur le problème de la collaboration avec les militaires, au cours d'une séance parallèle.

On peut donc dire que l'été '72 a vraiment été chaud pour les universitaires du groupe Jason.

Le problème qui nous préoccupe aujourd'hui, celui du financement militaire de la recherche universitaire telle que nous l'avons mentionné au début de cet article, pose un problème semblable bien que plus discret. La réplique deviendra-t-elle aussi massive ?

Voyons d'abord de plus près de quoi il s'agit.

QUI FINANCE QUOI ?
UN EXEMPLE : LE COMITE SCIENTIFIQUE DE L'OTAN

Sans vouloir être exhaustifs, mais afin de mieux comprendre la portée du phénomène, remontons aux sources du financement militaire de certaines activités scientifiques. Nous ne parlerons plus des remous provoqués par la guerre du Vietnam, décrits dans le paragraphe précédent; nous nous préoccupons plutôt d'un exemple qui nous concerne particulièrement, à savoir l'intervention de l'OTAN dans les sciences exactes.

Il s'est créé au sein de l'OTAN un Comité scientifique qui fonctionne depuis mars 1958 et dont le but officiel est de stimuler la coopération scientifique et technique entre les membres de l'Alliance (4). Quatre programmes ont été mis sur pied à cet effet : un programme d'aide aux chercheurs confirmés, un programme de bourses de recherche scientifique, un autre de cours d'été, et un dernier enfin, dit de subventions à la recherche.

---

(3) Elle déclare notamment : « Les applications de la science dans la société moderne ont été au centre de nos débats et nous ne pouvons fermer les yeux sur la participation professionnelle d'hommes de science à la conduite d'une guerre contre le peuple du Vietnam.

Nos discussions nous ont convaincus qu'il n'est plus possible de séparer notre attitude à propos de ces questions de nos activités professionnelles.

C'est pourquoi, en tant que scientifiques et dans les publications et institutions scientifiques, nous exprimons notre condamnation de ceux de nos collègues qui se sont volontairement impliqués dans la conduite de la guerre; nous demandons que ces problèmes soient honnêtement envisagés au sein de la communauté scientifique partout où elle se réunit. »

(4) Cf par exemple « La coopération scientifique à l'OTAN », publiée par la Division des affaires scientifiques de l'OTAN — 1110 Bruxelles.

Signalons tout de suite qu'il s'agit d'activités scientifiques tout à fait officielles, universitaires et non-militaires. Dans le cadre du premier programme, un professeur ou chercheur éminent est envoyé faire une série de conférences sur un sujet scientifique d'actualité dans différentes universités de pays membres de l'OTAN. Dans le cadre du deuxième programme, six cents bourses sont octroyées annuellement à de jeunes docteurs pour faire des études post-doctorales. En 1973, le nombre total de bourses dépassait déjà largement les 10.000 — dont la moitié allait aux chimistes et aux physiciens. On notera que 90 % des boursiers ont moins de 35 ans. Dans le cadre du programme des cours d'été, une subvention partielle est accordée chaque année à une cinquantaine de cours couvrant la gamme complète de la science moderne : de la mathématique pure aux mesures psychologiques, en passant par la physique, la biologie, l'informatique, etc. Depuis sa création, le Comité scientifique de l'OTAN a ainsi octroyé un financement partiel à plus de 550 cours d'été auxquels ont participé plus de 30.000 chercheurs, dont plus de 10 % de ressortissants de pays non-membres de l'Alliance. Finalement, dans le cadre de son programme de subventions pour la recherche, l'OTAN finance des projets de recherche universitaire (plus de 600 à la fin de 1972) nécessitant, en principe, une collaboration internationale et ceci pour une durée maximale de trois ans. Le Comité scientifique dispose pour réaliser les divers programmes d'un budget annuel qui est passé de 1,5 million de dollars en 1959, à 5,8 millions de dollars en 1973. La répartition du budget global entre les différents programmes est environ 50 % pour les bourses de recherche, 20 % pour la subvention partielle de cours d'été, 15 % pour la subvention de la recherche et 15 % pour divers autres programmes en cours de réalisation.

Il ne faudrait cependant pas que le nouveau phénomène que nous décrivons fasse croire à une disparition du financement spécifique de recherches à application militaire directe. Il suffit de penser au développement de la physique nucléaire en France, dont une bonne partie a été orientée vers la mise au point de la force de frappe. Ici non plus, nous n'essayerons pas d'être complets, mais il existe des exemples édifiants qui permettent de comprendre la réalité des efforts de l'OTAN en faveur de la fabrication de nouvelles armes.

*A Rhode-Saint-Genèse, près de Bruxelles, fonctionne l'*Institut von Karmann *(V.K.I.), spécialisé dans la mécanique des fluides (étude expérimentale de la turbulence, hydrodynamique, etc.). La réputation scientifique de cet institut a largement franchi les frontières belges et des chercheurs de nombreux pays européens y font des séjours souvent fort appréciés. Le financement du V.K.I. est triple :*

1) des crédits publics

2) des crédits alloués par l'OTAN

3) des fonds provenant de contrats passés avec des firmes privées, pour la réalisation de programmes intéressant ces firmes.

Par ailleurs, eu égard à la valeur scientifique incontestée du V.K.I., l'Université de Bruxelles permet à des

étudiants des facultés des sciences ou des sciences appliquées d'y effectuer leur mémoire de licence ou un travail de fin d'études (comme à l'Institut royal météorologique, celui d'aéronomie spatiale, etc., tous extérieurs à l'ULB). Ici, ce n'est pas de science « pure et désintéressée » qu'il s'agit : il y a deux ans, certains des sujets proposés aux étudiants concernaient l'étude de profils placés dans un écoulement turbulent à haute vitesse. Sujet anodin et académique en apparence, mais qui en réalité recouvrait la mise au point de nez de rockets. Sans crainte de se tromper, on peut affirmer que le financement « atlantique » du V.K.I. n'est pas étranger à l'introduction de tels sujets.

Cet exemple parmi d'autres prouve que le but de l'OTAN, lorsqu'elle resserre ses liens avec le monde univrsitaire, demeure aussi le perfectionnement d'armes vraiment destinées à l'utilisation sur le terrain, même lorsque cet aspect des choses est camouflé par la technicité ou l'hyperspécialisation de programmes de recherche.

Il est d'ailleurs révélateur que cet institut porte le nom de von Karmann, aérodynamicien célèbre, hongrois émigré, professeur au California Institute of Technology (Caltech), quand on sait que cet éminent chercheur est l'auteur de la réflexion suivante : « Je n'ai jamais envisagé mon union avec les militaires que comme une chose parfaitement naturelle. En tant que scientifique, l'armée a été pour moi le groupe avec lequel la collaboration a été la plus agréable, et je trouve que dans ce monde imparfait, c'est l'organisation dont les crédits et l'esprit sont le mieux à même de faire avancer la science rapidement et fructueusement ».

EST-CE IMPORTANT ?

Ayant pris connaissance en chiffres absolus du financement de la recherche de la science pure par l'OTAN, essayons de nous faire une idée de sa valeur relative par rapport à l'ensemble des activités dans le domaine financé. Pour ce faire, considérons par exemple le programme de subvention des cours d'été en 1973 (5). Il comporte des subventions pour 53 écoles d'été organisées dans douze pays. La plupart en Italie (14) et en Angleterre (11). On compte, en ordre décroissant, seize écoles portant sur la physique, seize sur les sciences exactes à l'exception de la physique, quinze sur les sciences appliquées, trois sur les sciences naturelles et trois sur les sciences sociales.

Limitons-nous à la physique et essayons de replacer les seize écoles subventionnées dans leur contexte. Pour la même période, le bulletin de la Société Européenne de Physique (6) mentionne

(5) « Cours d'été OTAN — 1973 » publié par la Division des affaires scientifiques de l'OTAN, 1110 Bruxelles.

(6) « Europhysics New » (Bulletin of the European Physical Society) — Vol 3, Nr 12 — Vol 4, Nr 6.

50 écoles d'été en physique. Comme ce bulletin ne publie que ce qui lui est soumis, neuf seulement des seize écoles subventionnées y sont reprises. D'autre part, six des écoles mentionnées dans le bulletin ont lieu dans des pays de l'Europe de l'Est et ne peuvent donc pas être subventionnées par l'OTAN. Il en va de même pour sept écoles ayant lieu dans des pays européens n'appartenant pas à l'Organisation, ainsi que pour cinq écoles placées sous l'égide de l'UNESCO. Il reste donc qu'en 1973, sur 32 écoles d'été en physique, pouvant faire l'objet d'un financement par le comité scientifique de l'OTAN, NEUF écoles, soit 28 %, l'ont effectivement été. Il faut encore remarquer que plusieurs des écoles financées jouissent d'un grand prestige auprès des physiciens (Les Houches — Erice et d'autres).

Nous retenons de ceci qu'en moyenne le phénomène du financement militaire doit concerner un scientifique sur trois parmi ceux qui assistent au moins à une école d'été par année.

Nul ne peut donc rester indifférent à un phénomène d'une telle ampleur, d'autant que l'exemple des Etats-Unis permet de comprendre à quel point la dépendance peut s'enraciner. On sait qu'aux Etats-Unis, la vie universitaire fonctionne toute entière selon les principes de la libre entreprise et les lois du marché : l'université ne finance directement que fort peu de travaux de recherche. Tous les programmes qui nécessitent des investissements ne peuvent se réaliser que si leur promoteur trouve lui-même les crédits indispensables à l'équipement de son laboratoire, au paiement de ses assistants, de ses voyages, à son propre salaire pour les mois d'été — pendant lesquels l'université interrompt sa rémunération. Sur tout contrat signé entre un groupe de recherche et un organisme extérieur l'Université touche une « commission », de l'ordre de 10 à 20 %.

Elle exerce donc une pression très forte sur ses enseignants afin qu'ils obtiennent un grand nombre de contrats. Cette situation a marqué les mœurs des universités américaines à un point tel que la même pression se fait sentir dans des cas où l'intérêt financier de l'université est minime, et où une recherche pourrait se développer sans crédits extérieurs : les théoriciens purs n'échappent pas à cette obligation. Pratiquement, la réputation et le pouvoir d'un chercheur dans l'université se mesurent — entre autres — à l'importance des contrats qu'il parvient à décrocher. Mais avec qui les universitaires sont-ils susceptibles de passer des contrats ?

D'après le président Johnson (7), en 1965, un tiers des sommes dépensées dans les universités proviennent de grandes firmes privées, et deux tiers de l'Etat fédéral, répartis de la manière suivante : 34 % du National Institute of Health, 23 % du Department of Defense, 13 % du National Science Foundation, 9 % de la NASA; 6 % de l'Atomic Energy Commission, 4 % du ministère de l'agriculture. La santé et l'agriculture concernent surtout chimistes, biologistes ou médecins, les autres scientifiques sont essentiellement confrontés à des sources de financement militaire ou paramilitaire. Sur les 62 % des deniers publics qui leur sont accessibles, plus des six dixièmes sont contrôlés par les militaires.

---

(7) « The Politics of American science », J.L. Penick et al. (Eds), MIT Press, revised edition Cambridge, Mass. 1972.

Pas plus ici qu'ailleurs, il n'existe de frontière précise entre science pure et science appliquée. Dans ces conditions, la direction effective de la politique de recherche scientifique se fait à partir de centres militaires, hors de portée non seulement du contrôle des scientifiques eux-mêmes, mais aussi de celui des élus à différents niveaux — au Congrès par exemple.

Rappelons par ailleurs que l'emprise des militaires américains sur la science de leur pays date de la seconde guerre mondiale; elle a commencé avec le succès spectaculaire du projet Manhattan, qui aboutit à la fabrication de la première bombe atomique, et qui fut le premier exemple de la participation consciente d'un groupe de scientifiques fondamentalistes à une application immédiate de leurs propres découvertes.

POURQUOI CET EFFORT, QUE VISE-T-IL ?

Interrogeons-nous maintenant sur le sens de ce phénomène.

De la description qui précède, il ressort clairement qu'il s'agit d'un financement de la science pour elle-même, et non de certaines branches scientifiques facilement mises à profit par l'armée.

Il ne s'agit pas non plus de laboratoires militaires s'occupant de science, mais bien de la recherche scientifique organisée dans et par les universités ou centres civils de recherche.

De plus, on cherche visiblement la qualité, telle que celle-ci est comprise par les chercheurs universitaires eux-mêmes, plutôt que la quantité. Mais, comme le montre l'exemple des écoles d'été, par le truchement de financements partiels, on parvient néanmoins à impliquer un nombre non négligeable de personnes dans le système de financement.

La réponse à la question « Pourquoi cet effort, que vise-t-il ? » n'est pas simple.

Dans toute notre société, la science joue un rôle de plus en plus important. Comme celle des ingénieurs dans les usines, la situation sociale des chercheurs se transforme. L'accroissement de leurs effectifs au cours des dernières années, la parcellisation de leur travail a modifié leur « nature » : les savants de naguère sont remplacés par des travailleurs scientifiques. Jadis, ces savants, à quelques remarquables exceptions près, se mouvaient fort à l'aise dans les milieux de la grande bourgeoisie. Le mécénat fondait les liens entre grands bourgeois et chercheurs sur une dépendance bien acceptée, grâce à des contacts individuels fréquents. L'apparition du capitalisme monopoliste d'Etat a rendu désuètes ces formes d'organisation de la recherche scientifique.

En Belgique, l'évolution des célèbres Conseils Solvay illustre bien le phénomène. Alors qu'à leur fondation, la famille Solvay y jouait un rôle actif — notamment sur le plan du financement — les instituts internationaux de Physique et de Chimie (fondés par Ernest Solvay, a.s.b.l.) dépendent aujourd'hui en fait des Universités libres de Bruxelles, et les contacts entre la plupart des physiciens et chimistes de l'ULB-VUB et la famille Solvay sont inexistants.

Il subsiste toutefois des traces de la situation antérieure dans l'organisation à l'Université de services dont le chef jouit d'un pou-

voir quasi incontrôlé; le seul « contrôle » est exercé par les représentants du pouvoir d'Etat et ceux des monopoles, à l'occasion de contacts personnels. Mais la dépendance de la masse des chercheurs à l'égard de leur « patron » — le chef de service — est en fin de compte déterminée par leur qualité de salariés, et mutatis mutandis, ils vivent dans leur travail une aliénation que l'on peut assimiler à celle des autres salariés.

Il nous semble que l'OTAN essaie, avec ses moyens, de répondre au problème posé par la « distanciation » entre milieux scientifiques et pouvoir. A cette fin, l'Organisation a monté une opération idéologique de grande envergure.

D'une part, la compromission de scientifiques éminents vis-à-vis de l'OTAN tend à rendre suspects l'ensemble des travailleurs scientifiques aux yeux des autres couches des travailleurs et risque par conséquent de freiner l'insertion politique du monde scientifique dans le monde du travail, au moment où cette insertion devient pourtant possible.

D'autre part, la réussite de l'offensive idéologique des autorités militaires passe par le renversement de l'image de marque qui leur est attachée. Aux Etats-Unis, l'OTAN va dans ce but jusqu'à organiser régulièrement des tournées de grands orchestres symphoniques. S'intéresser au développement de la science la plus pure contribue évidemment aussi à détruire le cliché de la soldatesque inculte et ignare, cliché qui alimente souvent l'antimilitarisme traditionnel des milieux scientifiques.

Parallèlement à ce changement d'image, et grâce à lui, on peut mettre sur pied un grand organisme de relations publiques et créer un réseau compliqué et enchevêtré de relations basées sur la difficulté de ne pas rendre la monnaie d'innombrables « services ». Tout se déroulant « comme avant » — financement mis à part — de nombreux scientifiques ne résistent que faiblement et jouent le jeu. On achète ainsi le silence, la complicité et même la participation de scientifiques à des programmes militaires : un spécialiste de mathématique (abstraite) peut, par exemple, être amené à examiner un problème concret de codage-décodage. L'OTAN affirme avoir besoin de cette participation afin de maintenir la compétitivité de son armée, face à ses « ennemis » : ce n'est que rarement dans les laboratoires militaires qu'elle trouve les hommes compétents dans les domaines les plus modernes de la science contemporaine.

Par ailleurs, le contrôle sur la politique scientifique, que nous considérons actuellement comme insatisfaisant, s'effectue néanmoins à deux niveaux : celui de la collectivité, et celui des scientifiques eux-mêmes.

En ce qui concerne la collectivité, il existe des commissions parlementaires où la politique scientifique est discutée. Le Conseil National de la Politique Scientifique comprend des délégués des organisations représentatives des travailleurs (encore que l'évolution la plus récente du C.N.P.S. soit plutôt caractérisée par un recul de la démocratie). Quant au contrôle par les scientifiques, on peut remarquer que le Fonds National de la Recherche Scientifique jouit dans un cadre budgétaire fixé d'une très large indépendance dans l'orientation des programmes de recherche, et que cette orientation est discutée par des commissions où ne siègent que des scientifi-

ques. Mais cette constatation doit être assortie d'une restriction : conformément à la hiérarchie qui caractérise les universités, ces scientifiques sont presque toujours des chefs de service, et leur autorité limite la démocratie au sein de ces commissions. Il n'en reste pas moins que les mécanismes habituels d'attribution des crédits sont connus.

Tout contrôle de l'un de ces deux types est évidemment court-circuité lorsque le financement émane de l'OTAN.

Enfin, on peut observer que la pénétration des militaires en milieu scientifique s'opère avec d'autant plus de facilité qu'actuellement, le financement de la recherche scientifique est très affecté par la politique d'austérité qui ampute toutes les dépenses publiques qualifiées de non-rentables (généralement sociales et culturelles).

QUE FAIRE ?

Vus sous cet angle, les dangers de l'entreprise deviennent clairs. Les conclusions aussi : il faut réagir !

Une première chose à faire est certainement de sensibiliser l'opinion et celle des scientifiques eux-mêmes. En effet, trop de scientifiques ne prêtent pas assez d'attention aux mentions en bas de page « Partiellement financé par l'OTAN » ou n'en voient pas les conséquences.

Il importe aussi de rendre publics les refus de financement que des scientifiques bien connus ont opposés à l'OTAN.

Enfin, il faut souligner l'importance d'actions comme la mise sur pied du congrès de logique à la mémoire de Bertrand Russell, à Uldum (Grande-Bretagne) où en 1971 les organisateurs se passèrent ostensiblement des fonds de l'OTAN (8). On peut utilement s'inspirer du niveau de conscience politique manifesté par les participants au congrès d'Uldum pour développer un réseau de bourses et d'écoles d'été parallèles échappant à l'influence atlantique, tout en préservant la possibilité pour les scientifiques de garder le contact avec leurs collègues. Mais sans se faile illusion sur les possibilités d'un boycott réel des activités patronnées par l'OTAN, il est possible à court terme d'inciter les scientifiques européens à privilégier dans leurs voyages les congrès et école d'été où n'apparaît aucun financement militaire, par exemple ceux organisés par les Universités ou les organisations scientifiques internationales comme l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (IAEA), l'Union internationale de physique pure et appliquée (IUPAP) ou de chimie (IUPAC),... A un autre niveau, il est aussi intéressant de rappeler aux organisations de manifestations scientifiques qu'il existe d'autres sources de crédits telles que l'UNESCO ou l'Euratom, et qu'il n'est pas indispensable de passer par l'OTAN.

---

(8) Les tenants et aboutissants du congrès d'Uldum sont exposés dans l'article d'Alan Slomson, p. 175 dans « Pourquoi la mathématique ? » — Collection 10/18 (N° 848).

JEAN LAITAT

Les non-directifs ingénus

Les discussions que susciteront les articles de Jean Lavachery et de Louise Gotovitch (1) risquent peut-être, une fois encore, d'exprimer l'hostilité entre traditionalistes et partisans d'une pédagogie nouvelle. Ce serait dommage dans la mesure où la cause devrait être entendue depuis Montaigne sinon depuis Socrate, dans la mesure où le combat accule généralement les esprits les plus ouverts à se défendre du dogmatisme par des méthodes inspirées d'une discipline à renommée scientifique dont la valeur en quelque sorte « humaine », puisque « psychologique », transcenderait les idéologies dans une quête des vérités profondes de l'individu. On a trop rarement vu à quel point la pensée apparemment scientifique de Carl Rogers exprime elle-même une idéologie, et c'est un immense mérite qu'a eu Louise Gotovitch de s'interroger sur les motivations et tendances impliquées par une démarche qu'on croirait de pure technique en relations humaines.

L'analyse et les questions de Louise Gotovitch devraient assurément inquiéter les inconditionnels de la non-directivité, mais il faut comprendre que le désir d'en finir avec les anciennes méthodes aussi bien que le libéralisme rassurant et parfois efficace de Rogers les retiennent sur la voie d'une critique où la vieille garde verrait trop vite un aveu de faiblesse. La conclusion de leurs doutes est souvent qu' « il faut pratiquer la non-directivité avec prudence », ce qui, pour manifester une méfiance de bon aloi tout à fait permissive, n'en laisse pas moins les limites d'application dans un flou très propice aux pêcheurs en eaux troubles.

---

(1) Voir Cahiers marxistes N° 8 (octobre 1974) : *Les trois pédagogies*, par Jean Lavachery, et *Et cette « non-directivité » ?*, par Louise Gotovitch.

L'EQUIVOQUE

Il serait temps de se demander si l'équivoque entretenue par les partisans de Rogers n'exerce pas un véritable terrorisme intellectuel de la prétendue tolérance pour mieux canaliser des courants de pensée qui pourraient être gênants.

Peut-être y a-t-il, chez certains marxistes aujourd'hui encore, quelque crainte à se faire accuser de nostalgie pour l'autoritarisme s'ils s'attaquent à une doctrine qui passe pour favoriser le dialogue, qui effraye les sociétés dictatoriales, et qui, à l'occasion, éveille la contestation. Mais ne faut-il pas sortir du dilemme simplificateur qui n'opposerait que la prudente réserve du relativisme intellectuel, moral et politique aux excès du sectarisme ?

Il faut d'abord bien constater que, dans les faits, les méthodes non-directives ne s'instaurent à l'école que dans une population soumise à l'instruction *obligatoire,* et le paradoxe mériterait sans doute d'être analysé. Même si la seule obligation de l'élève est la présence, la contrainte est de taille. Sans doute aussi, après quelques heures de silence non-directif, les plus résistants en arrivent-ils au « désir de travailler », mais quel autre moyen de ne pas trop s'ennuyer puisqu'on doit être là de toute façon ? Il peut même y avoir d'enthousiastes résignations dans un climat de *laisser-faire* assuré de ses garde-fous.

Et puis, le fondement même de la pensée de Rogers est sans doute plus métaphysique qu'il n'y paraîtrait, et donc moins innocent que tendrait à le faire croire une attitude de totale attention à autrui, d'objectivité affirmée, de refus des valeurs, en somme de totale disponibilité : « (...) j'en suis venu à penser que plus je peux maintenir une relation sans jugement de valeur, plus cela permettra à l'autre personne d'atteindre le point où elle reconnaîtra que le lieu du jugement, le *centre* de la responsabilité réside en elle-même. » (Carl R. Rogers — *Le développement de la personne,* éd. Dunod, pp. 43-44.)

UNE METAPHYSIQUE INSIDIEUSE

Inutile donc pour Rogers de s'attarder aux tensions sociales. Mais justement, que se passera-t-il, demande Louise Gotovitch, si Rogers rencontre un violent, une Panthère noire, un communiste ? L'interrogation n'est pas pour gêner Rogers solidement retranché dans ses axiomes. Pratiquement d'abord, il court peu de risques d'être réellement interpellé par des faits qui cadreraient mal avec sa doctrine. Le « client » (c'est son terme et je le répète sans méchanceté) qui s'adresse à lui, ou qui accepte son intervention, est *a priori* dans de bonnes dispositions à l'égard de la méthode et en attente de ses bienfants éventuels. Sartre a un jour bien montré qu'on choisissait son conseiller selon le type de réponse qu'on attendait. Cette situation privilégiée, et faussée, du psychologue toujours souhaité, appelé, sollicité, rémunéré par son interlocuteur soumis (dans les stages de dynamique de groupe organisés par une entreprise ou une administration publique, les frais sont assurés par l'employeur mais chaque participant y va tout de même d'un engagement actif et d'autant plus volontaire qu'il se voit offrir quelques jours de dépaysement, toute famille et tous soucis professionnels routiniers

étant largués, à quoi le secteur privé, particulièrement en France, ajoute quelques récompenses gastronomiques), cette position dominante du consulté assure une relation « positive » dont s'excluent d'eux-mêmes ceux qui ont mieux à faire. Voilà du coup qui justifie un bel optimisme de principe. Rogers ne rencontre pas les méchants, mais si cela arrivait, il n'en ferait qu'une bouchée par la grâce d'une vérité de foi éternelle déjà redécouverte par Jean-Jacques Rousseau :

« Mon expérience m'a montré que, fondamentalement, tous les hommes ont une orientation positive. » (op. cit. p. 24).

L'histoire, et celle de la violence en particulier, n'est donc qu'une apparence peu inquiétante pour l'observateur qui sait pénétrer jusqu'à l'essence de l'être. En bon métaphysicien, Rogers ne s'arrête pas aux avatars de nos luttes politiques, car c'est le trésor enfoui en chaque individu qui intéresse le grand chercheur d'âme :

« Je ne crois pas avoir une vue naïvement optimiste de la nature humaine. Je suis tout à fait conscient du fait que, par besoin de se défendre contre des peurs internes, l'individu peut en arriver à se comporter de façon incroyablement cruelle, horriblement destructive, immature, régressive, antisociale et nuisible. Il n'en reste pas moins que le travail que je fais avec de tels individus, la recherche et la découverte des tendances positivement orientées qui existent chez eux comme chez nous tous, *au niveau le plus profond* (2) constituent un des aspects les plus importants et les plus vivifiants de mon expérience. » (op. cit. pp. 24-25).

Il paraît même, malgré Rousseau, que la constatation est neuve :

« Un des concepts les plus révolutionnaires qui soit sorti de notre expérience clinique est la reconnaissance accrue que le centre, la base la plus profonde de la nature humaine, les couches les plus intérieures de sa personnalité, le fond de sa nature « animale », que tout ceci est naturellement positif, est fondamentalement socialisé, dirigé vers l'avant, rationnel et réaliste. » (op. cit. p. 74).

UN MYTHE DE L'AUTHENTICITE

La pâte de l'homme serait feuilletée, à couches superposées, mais la meilleure est au fond. Un tel acte de foi veut qu'il suffise de retrouver l'homme vrai, tout nu (mais cela ne signifie-t-il pas notamment l'homme sans engagement politique ?), dépouillé de ses oripeaux idéologiques, pour atteindre à l'authenticité. Donc, et toujours *a priori*, toutes les idéologies se valent, ou plutôt ne valent rien, et il suffira de les laisser s'user, se relativiser dans la confrontation « libre » (mais exténuante) pour répandre le doute universel qui laissera enfin chacun à la pureté originelle.

Au nom de quoi la classe ouvrière trouvera le salut dans le dialogue avec la classe dominante : les seules vertus de la confrontation verbale « libre », d'où jaillissent les lumières, devraient la

---

(2) C'est moi qui souligne parce qu'on retrouve ce même souci du fond du fond dans la citation précédente et dans la suivante : il est très caractéristique d'une démarche métaphysique en quête de vérités éternelles toujours au-delà des apparences accidentelles.

garantir des abus du puissant. Au nom de quoi encore (je veux parler de cette pureté, de cette authenticité, de cette créativité spontanée, d'une culture venue du fond des âges et donc forcément plus vraie), l'animation culturelle se gardera bien d'apporter jamais une « valeur » à une collectivité : la thèse est plus suspecte encore quand elle est défendue par des démocrates chrétiens dont la progression se restreint à la découverte récente que la libre expression individuelle sauvegarde toujours les valeurs de la majorité à laquelle ils se rallient. Le parlementarisme et l'œcuménisme sont une très grande force d'érosion dont les « modérés » sont toujours assez satisfaits.

Louise Gotovitch remarque l'adhésion à Rogers des ministres socialistes de l'Education nationale. Ne peut-on voir que le socialisme dans son ensemble est fidèle à l'esprit de Rogers quand il prône le dialogue avec le néocapitalisme ? On peut se demander encore si des documents préparatoires au congrès doctrinal du P.S.B. n'ont pas puisé dans cet état d'esprit une incohérence, voire une inconsistance, qu'a remarquée Pierre Joye dans son analyse du numéro d'octobre 74 (*). La contagion œcuménique est sournoise.

Ainsi donc, la pensée de Rogers crée problème idéologique, non seulement dans ses présupposés, explicités par Louise Gotovitch, mais encore parce que les techniques qu'elle propose, loin d'être un instrument anodin de la communication, privilégient une forme de dialogue verbal qui assure nécessairement la victoire aux formulations compréhensibles au plus grand nombre, autrement dit : les plus proches des formes de la culture dominante.

(*) La rédaction des Cahiers marxistes souligne à ce propos que l'article de Jean Laitat a été écrit *avant* le congrès doctrinal du PSB, qui a finalement débouché sur une charte, débarrassée de bon nombre d'incohérences.

VIENT DE PARAITRE

Les communistes et la condition féminine

une brochure réalisée par dix femmes communistes,
et préfacée par Louis Van Geyt.

Des faits, des arguments,
une approche globale d'un problème brûlant

56 pages — 50 F

NICOLE CROMBEZ

Théâtre-Roman, le dernier roman d'Aragon

Aboutissement de toute l'œuvre romanesque de Louis Aragon, *Théâtre/Roman* est un livre très riche où l'auteur parle de lui, de ses angoisses, où il aborde toutes les questions fondamentales de la condition humaine : l'amour, le bonheur, la vieillesse, la mort...

Bien qu'on y relève quelques réflexions-critiques sur l'URSS de Staline, le livre n'est pas politique au sens strict du mot : Aragon ne parle pas, ou très très peu, de son combat dans les rangs du P.C.F. et les événements contemporains (mai 68, les éventrements de Paris...), s'ils sont présents dans le texte comme décor ou comme germes de réflexion, n'en sont jamais ni le centre ni la substance.

Mais pourquoi limiter un auteur aussi puissant qu'Aragon, de quel droit l'empêcher de continuer son exploration du monde et de l'homme au nom d'une partie de cette quête ? « On veut toujours me prendre au piège de ce que j'ai dit pour me détourner d'où je vais, de ce que je veux dire » (162). *Théâtre/Roman* peut donc se réclamer de la définition de l'art donnée par Aragon lui-même dans la postface au *Monde Réel* « la remise en question de l'acquis,... le mouvement, le devenir ». Dans ce livre en effet, rien n'est routinier, ronronnant, Aragon s'y remet en fonction dans sa totalité d'homme et d'écrivain.

Mélange de prose et de poésie, tragique tout en étant souvent drôle, le roman est une suite de réflexions s'ordonnant vaguement autour d'une trame volontairement floue : l'histoire de Romain Raphaël, acteur d'une quarantaine d'années qui fait le point après qu'une femme aimée l'ait quitté. Il parle de lui, de son métier, de ses amours et de ses rencontres avec *le Vieux*, personnage énigmatique dont nous ne saurons jamais avec certitude s'il est la vieillesse de Romain, un autre personnage ou Aragon lui-même.

En fait nous ne savons pas très bien qui est qui, ni combien il y a de personnages, ni qui parle à tel moment précis, ni même qui invente qui, ce qui rend le livre déroutant à qui n'est habitué qu'à la vraisemblance et à la clarté des romans traditionnels.

Ce jeu sur les personnages cesse d'ailleurs avant la fin du livre : aux trois quarts, Aragon s'adresse directement au lecteur et dans cette seconde partie il explicite les rapports complexes entre le(s) personnage(s) et l'auteur.

Aragon attribue de ses traits aux personnages sans qu'on puisse pour autant l'identifier à aucun d'eux... « le critique commet de nos jours l'abus de tenir le roman pour une compilation d'aveux de l'auteur, alors que simplement le ou les personnages du roman est ou sont des êtres imaginaires, auxquels le dit auteur ne peut se retenir de donner certains traits de lui-même, de leur attribuer même des faits anecdotiques de sa propre vie, au prix parfois de certains anachronismes, sans pour cela qu'il puisse y avoir identification de l'auteur et de sa progéniture mentale. Je veux dire de sa progéniture écrite « (377). Assimilation partielle que nons sentons très bien. Souvent nous croyons entendre des confidences d'Aragon alors que c'est théoriquement Romain Raphaël qui tient la plume; puis des détails de la vie de ce dernier nous rappellent qu'il ne s'agit pas vraiment d'Aragon.

Jeu sur les personnages, le livre est également jeu sur la réalité et sur le temps. Souvent nous ignorons si nous sommes dans le rêve ou dans la veille, dans un passé proche ou plus ou moins lointain. Fort éloigné du roman traditionnel, le livre n'est pas seulement un roman nouveau, il est aussi réflexion sur le roman.

Réfléchir à la création romanesque, Aragon l'a toujours fait afin de reculer les limites de l'acte d'écrire. Dans la postface au *Monde Réel* il disait « ... [nous les] romanciers... nous en sommes toujours à mesurer notre art au trébuchet de la crédibilité... Peut-être sommes-nous arrivés à l'heure où le roman doit sauter le fleuve infernal et pénétrer dans le domaine de l'inimaginable, se faire conjecture afin de contribuer au progrès de l'esprit humain, hâter la transformation de la nature. Peut-être... que, par lui, nous allons pénétrer dans l'homme,... plus loin que l'homme n'ira jamais dans les astres » (1).

Cette pénétration au tréfonds de l'homme, Aragon l'entreprend en descendant en lui par la prise de conscience de ses limites et de ses angoisses, notamment de la vieillesse et de la mort. L'horreur d'être vieux et presque mort le tient aux tripes et il nous la communique physiquement.

La vieillesse, perte progressive des facultés et des aptitudes, est décrite dans ses détails les plus cruels « la peau qui se chagrine... Les mains brunies, tachées. Tout ça n'est rien. Le pis ce sont les mots qui ont des pannes. Des trucs dans la tête... » (104-105). Et là on sent qu'il s'agit de confidences d'Aragon « les vieux... je les vois sans pitié... avec un dégoût tel... » (105).

Et cette décrépitude, cet échec irréversible est prélude au néant effrayant, à la mort « limite noire de l'absence de tout lendemain » qui elle aussi est ressentie viscéralement. « Mais, écoute, à côté, dans cette pièce où personne pourtant n'entre sans moi, quels sont ces pas, ce bruit de meubles bousculés, ce langage confus, même, il me semble, ces rires ? on cloue une caisse, on cloue une caisse et je n'ai pas donné permission ! Qui êtes-vous, gens de derrière le mur, qui êtes-vous pour m'apprendre à vivre à grands coups de marteau sur ma gueule de fou, de traqué, d'agonisant ? Qui êtes-vous, invisibles, qui sentez le vin rouge et le sang noir, ô familiers monstrueux de la mort ? » (388). Mort cruelle et crainte bien qu'elle arrache l'homme à une vie somme toute peu réjouissante, une vie où l'homme est malheureux et solitaire.

« Quel soleil quel formidable soleil de solitude
Personne ici pour s'entreparler
Même avec moi-même
le téléphone
est coupé... » (53).

Solitude totale quand même l'amour est illusion. « Le bonheur par-ci, le bonheur par-là. Une sorte de maison de campagne, le bonheur. C'est de plus en plus répandu. Comme le sang. Ils se réunissent. Ils réunissent leur bonheur. Ça fait des garden-parties, des enfants, des anecdotes... On vous montre les amoureux. Vous voyez bien. Justement je ne vois pas. Faut

(1) *Les communistes*, T. IV, éd. Livre de poche, pp. 439-440.

croire que ce ne crève pas les yeux. Mais vous-mêmes, vous avez aimé, vous l'avouez ? Si vous voulez. Oui, j'ai aimé : m'aimait-on ? Oh, vous êtes stupides.

J'ai cessé de croire à autre chose qu'à une certaine gentillesse, un peu mieux peut-être que de la complaisance, y ressemblant pourtant. » (64)

Vision pessimiste d'autant plus poignante qu'elle est celle du grand chantre de l'amour et de la fraternité humaine.

Le livre ne se limite pas à cette descente dans le fin fonds de l'âme humaine. Il est également réflexion sur le théâtre et sur le roman.

Le soutien accordé par Aragon au réalisateur qui a monté *Le Fou d'Elsa* l'a sans doute amené à se pencher sur les problèmes théâtraux. Ses idées sont nombreuses et fécondes tant sur le rôle de l'acteur « tous les soirs, tous les soirs, tu quittes ta propre vie, ainsi qu'une chemise, et, nu de toi-même, tu couches dans des centaines de bras inconnus » (141) et sur celui du metteur en scène dont la charge est de « tracer la perspective » et de « donner sens au grand désordre » (110) que sur la mise en scène elle-même : Aragon parle longuement de *Don Juan*, du *Roi Lear*, de *la volupté de l'honneur* de *Pirandello* et d'une pièce de *Montchrétien*.

Au passage, il égratigne la conception peu révolutionnaire de l'avant-garde « si... ça consiste à habiller les murs de cuivre, ou à foutre les comédiens à poil, moi je n'y vois pas d'inconvénient mais alors il faudrait les choisir » (280).

Plus neuf serait « le théâtre de l'impossible » montrant par exemple un chien à écailles soupçonné d'un crime qui n'a pas eu lieu... On pense évidemment à Dada et au surréalisme et également au désir d'Aragon de reculer les bornes de la création littéraire au-delà de la crédibilité afin d'en savoir plus sur l'homme et le monde.

Théâtre ou roman, la création littéraire doit donc être un instrument de connaissance. Ici, le roman est « machine à explorer notre nature » (402). Quant au théâtre, seconde moitié du titre, Aragon le définit comme le « lien intérieur en moi où je situe mes songes et mes mensonges » (345) car c'est « l'homme en tant que tel et non le seul comédien (qui) est... le théâtre » (441). Ici, l'homme est bien entendu Aragon lui-même « je me suis inventé de tout voir en théâtre... mille rôles de moi-même en d'autres costumé ». Les personnages sont donc plus ou moins Aragon sans cependent pouvoir être confondus avec lui. C'est pourquoi le livre est intitulé roman à cause de « la part énorme du mensonge en la mémoire » (400) qui fait qu'Aragon n'est « pas loin de considérer les mémorialistes comme des faussaires » (400). Quand on raconte (soi en les autres) on ment et on crée, comme le dit Romain Raphaël de souvenant « ... réinvention de moi-même dans un personnage offert ».

L'auteur justifie ainsi son titre « j'appellerai roman ce double théâtre de l'action supposé comme de moi-même » (401).

La sincérité de cette descente en soi lucide, parfois cruelle, est accentuée par un langage souvent proche de la langue parlée (1), un langage mouvant saisissant la pensée dans son élaboration, ce qui donne au livre authenticité et vérité.

La vie de la langue est aussi accentuée par les jeux de mots ou le jeu sur les mots qui leur redonne une jeunesse. Des mots avalisés par l'usage, des mots d'une grande banalité nous surprennent encore car Aragon leur redonne vie et vigueur en les coupant de manière inhabituelle « Rien d'extra, ordinaire » (18). Ou encore il leur donne de la profondeur en jouant sur différentes acceptions.

Ainsi il qualifie la mémoire de fabuleuse, prenant ce terme tantôt dans le sens courant, tantôt dans le sens premier. Un mot lui suffit donc pour rendre toute la complexité de cette faculté humaine.

---

(1) Par exemple « la gosses, les haricots l'étranglaient rapport les fils » (139).

Outre les mots renouvelés, le livre contient des mots rares soit parce qu'ils sont peu usités (oaristys), soit parce qu'ils sont pris dans une acception peu fréquente, soit parce qu'Aragon les fait passer dans une catégorie grammaticale qui leur est peu habituelle « le frémir », « le gémir ». La dérivation impropre ne donne cependant pas toujours cette impression de léché. Souvent au contraire elle rend l'expression plus proche, plus immédiate parce qu'il s'agit d'un emploi populaire et familier « il pense probable que je suis un peu fou ».

Parfois le jeu consiste à passer d'un mot à un autre plus ou moins homonyme pour exprimer le glissement de la pensée. Ainsi l'acteur nous dit « ... chaque soir ça recommence, les mêmes mots, les mêmes morts, le même mors à me déchirer... » (48) assimilant ainsi de manière poignante son travail et ce qu'il lui en coûte de souffrance. Le jeu n'est donc pas gratuit : il permet de saisir la pensée à sa source, à la résurgence en quelque sorte, juste au moment où elle devient consciente.

Ce qui intéresse Aragon n'est pas seulement la langue écrite déjà un peu morte mais surtout la langue parlée qui sert souvent de point de départ au jeu produisant sur le lecteur un effet d'étonnement et lui demandant un petit effort d'adaptation « voufle voufle vous flaire » (162).

Cette volonté de nous faire voir les mots d'un œil neuf va parfois jusqu'à la désarticulation ou au déconnage libérateur du style des griffonnages d'écoliers s'ennuyant au cours « ... la lucarne... qu'on court fermer... (s')il se met à trop pleuvoir. A trop pleut voir qui vient de loin : les halles bardent » (18).

Parfois l'écriture phonétique nous fait penser à Queneau « si j'en navet phait » (245) et bien sûr au surréalisme et à la revue lit et ratures.

Ces libertés prises avec la langue académique ne sont pas le seul refuge du comique dans ce livre grave et tragique.

La manière critique et désenchantée de voir les choses et les gens prête souvent à rire ou à sourire. Souvent de façon un peu prinçante. Par exemple en regardant ces touristes hollandais « blêmes, écrasant leur tulipe aux vitres dans l'espoir de tomber sur un bel accident, un incendie, un hold-up, enfin quelque chose qui te vous les change de la Frise et de la Gueldre » (202).

Réalité vivante, matière première du roman donc de la connaissance, le langage est exploré et ses ressources, exploitées à fond, ne sont jamais utilisées gratuitement.

Ainsi les comparaisons ne sont jamais décoratives mais ont pour rôle de nous faire comprendre viscéralement les choses. Pour décrire la descente lente et lourde du vieux, Aragon dit qu'il « s'enfonce dans les étages à la façon d'une cuillère dans un potage épais » (21). Ou encore il compare la vieillesse à l'eau froide qui monte rendant ainsi de manière physique une impression morale.

Le roman est un mélange de prose et de poésie et ce serait ne pas en rendre compte que de passer cette dernière sous silence. Les poèmes sont beaux, très beaux. Il y brille des gerbes d'images étonnantes, troublantes qui allient la profondeur du sens à la beauté des sons pour résonner en nous profondément. Espérons qu'un chanteur de talent en mette quelques-uns en musique afin que le grand public en prenne connaissance.

Par rapport à l'ensemble de son œuvre, ce dernier roman d'Aragon est donc autre chose (notamment parce qu'il nous conduit aux confins de lui-même et qu'on y sent un profond désespoir) et un aboutissement notamment de la série qui suit *la Semaine Sainte* (réflexion sur le langage et le roman, dédoublement, solitude...) et du surréalisme (1) (jeu sur les mots, goût de l'insolite (2), tentative de conciliation des contraires...). *Théâtre-*

---

(1) Pour Aragon « le réalisme est l'aboutissement logique du surréalisme » parce que celui-ci était avant tout une « exploration de domaines poétiques » et que l'écriture automatique permettait « l'exploration de la réalité dans la poète. I contrôle de domaines mal définis »*(Entretiens avec Francis Crémieux).*

(2) La rencontre de Milou par exemple.

Roman est donc une espèce de somme géniale, le sommet d'une œuvre touffue, puissante, diverse mais unitaire. Pour Aragon, tous ses romans en forment d'ailleurs un seul « c'est après coup » seulement que je me suis aperçu qu'en réalité toute cette littérature, ce n'était pas *des romans,* mais un seul roman, où sous le même nom, ou sous d'autres les personnages réapparaissent, les idées aussi, et morcelé que cela soit, à la fin des fins, tout cela n'est qu'un même discours, qui piétine à travers les années de ma vie mais se poursuit pourtant avec une certaine logique » (436).

Théâtre/Roman point culminatif de l'œuvre d'une vie est donc un livre très riche, très intéressant mais que lirait difficilement un lecteur occasionnel car il explore des réalités peu connues donc encore difficiles.

Les conférences du Cercle d'Education Populaire pour 1975 (19e année)

Les Spartakistes — Lundi 13 janvier

GILBERT BADIA
Maître de Conférence à l'Université de Paris VIII

Psychologie et Politique — Lundi 27 janvier

MICHEL PLON
Agrégé de l'Université de Paris

Conquête du Pouvoir et nazification de l'opinion publique — Lundi 3 février

JACQUES DELARUE
Historien

Réflexion sur l'Histoire du phénomène stalinien — Lundi 24 févr.

JEAN ELLEINSTEIN
Maître-assistant à l'Université de Poitiers

Le Portugal — Lundi 3 mars

JEAN GACON
Agrégé de l'Université de Paris

Mystification de l'Histoire à la Télévision — Lundi 17 mars

MARCEL BLUWAL
Réalisateur à l'O.R.T.F.

LES CONFERENCES ONT LIEU A 20 HEURES — **à la MAISON DES HUIT HEURES** — **Place Fontainas 9 - 11 Bruxelles (à 5 minutes de la Bourse)**

EN DIAGONALE

EMIGRATION : UN ACCORD D'UN TYPE NOUVEAU

En règle générale, les accords relatifs à l'émigration entérinent des situations de fait. Ils règlent les situations créées par l'afflux d'une main-d'œuvre destinée aux pays capitalistes hautement développés qui recrutent des travailleurs destinés aux travaux lourds et insalubres. Le plus souvent, le recrutement est laissé à l'initiative patronale, des missions privées se rendent dans les pays d'émigration.

Peu à peu, devant les exigences syndicales et la pression des travailleurs étrangers vis-à-vis de leur gouvernement, on réglemente certaines matières comme l'application des lois sociales, le rapatriement des économies (transfert de devises), les conditions de retour dans le pays en cas de rupture contractuelle.

Ces accords revêtent en général des aspects positifs. Ils mettent un terme à la prétendue libre-circulation qui permet les entrées et sorties au gré de l'état du marché de l'emploi et abandonne en fait le travailleur étranger au patronat. L'expérience de l'Europe occidentale a montré combien les mouvements incontrôlés de main-d'œuvre suscitent de drames et comme ils sont de nature à favoriser la xénophobie et le racisme. C'est seulement en contrôlant le mouvement migratoire que l'on peut créer des conditions favorables aux travailleurs immigrés tout en défendant le niveau de vie de la main-d'œuvre du pays d'immigration, en faisant entrer dans la réalité les exigences de parité de traitement, d'égalité pour les travailleurs étrangers confrontés avec les problèmes de l'adaptation et de la formation.

Cependant de tels accords ne garantissent pas de compensation réelle aux pays, le plus souvent en voie de développement ou confrontés avec d'énormes difficultés économiques, qui perdent de précieuses forces de travail.

Aussi le récent accord entre la République Algérienne démocratique et populaire et la République Démocratique Allemande mérite de retenir l'attention.

En l'espèce, le partenaire de l'Etat algérien est un pays socialiste dont l'essor industriel réclame une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée et qui se trouve confronté avec une demande croissante de forces de travail.

De son côté, l'Algérie dispose d'une main-d'œuvre abondante qu'elle s'efforce de qualifier pour répondre aux nécessités de son développement.

L'accord intervenu vise à régler un mouvement de main-d'œuvre dans l'intérêt du développement des deux pays. Il vise, et la notion mérite d'être soulignée, l'emploi temporaire de travailleurs algériens en RDA. Leur séjour est limité dans le temps (quatre années en règle générale). De plus l'accent a pour objet — et c'est sans doute le plus important — de faire acquérir aux travailleurs algériens une expérience professionnelle dans les entreprises socialistes. Leur présence va évidemment contribuer au développement de la société socialiste où le manque de main-d'œuvre a parfois retardé la réalisation de certains projets. En échange de cette contribution, c'est la partie allemande qui assure la formation professionnelle des travailleurs algériens dont on se borne à réclamer une formation de base élémentaire. Il ne s'agit donc pas d'introduire dans une économie développée des travailleurs sans avenir professionnel, condamnés aux activités pénibles et insalubres et privée de toute perspective de développement. Au contraire la qualification acquise dans l'émigration pourra ensuite aider à l'expansion économique du pays d'origine.

Il y a là, incontestablement, une manière nouvelle d'aborder le problème de l'émigration non seulement en fonction des intérêts de la nation la plus puissante sur le plan économique mais aussi en rapport avec les exigences du développement du pays d'émigration.

Certes l'émigration comporte toujours un coût humain sérieux. En l'espèce, elle contribuera cependant à l'industrialisation d'un pays en voie de développement en formant des cadres. La brièveté du séjour envisagé aura également le mérite de conserver à l'immigré sa spécificité, de lui permettre de rester en contact étroit avec le pays d'origine.

Actuellement semblable accord ne porte que sur un nombre limité de travailleurs. Sans doute, sa conception même empêche qu'un mouvement massif d'émigration se développe. De même il ne favorisera pas l'intégration définitive dans le pays d'accueil. Mais celle-ci doit-elle jamais être recherchée quand on sait qu'elle s'accompagne toujours de rupture brutale avec l'acquis culturel et les traditions.

Sur le plan humain ne s'agit-il pas de la seule forme d'émigration acceptable en dehors de celle qui peut être dictée — rarement il est vrai — par un libre choix individuel ?

Jacques MOINS.

ORDRE DES MEDECINS : REPONSE COMMUNISTE AU COMITE DE MERELBEKE

Différents types de comités locaux prenant en charge des problèmes de santé s'activent, surtout en Flandre. En attendant d'y consacrer l'étude d'ensemble qu'ils méritent, nous voudrions faire écho ici à l'initiative prise par un comité gantois, le Conseil des patients de Merelbeke, qui a adressé à tous les parlementaires une Lettre ouverte sur le rôle de l'Ordre des médecins — et indiquer la réponse qu'y a apportée le groupe parlementaire communiste.

Voici le texte de la Lettre ouverte.

Le conseil des patients de Merelbeke tient à ce que l'homme ait la possibilité de décider de son état de santé, c'est-à-dire de son bien-être corporel, psychqiue et social.

Le conseil des patients opte donc pour une participation du patient en ce qui concerne les soins de santé. Il désire par une information adéquate prendre conscience de ce rôle dans cette évolution complexe de l'émancipation du patient dans ses rapports avec le médecin ou l'organisation médico-sanitaire. L'information médicale vise à reconnaître les symptômes ainsi qu'à examiner les facteurs de la maladie.

Le point de départ de nos options d'une politique de santé se situe au niveau des besoins des différentes classes sociales.

Au cours des dernières années, nous avons dû constater qu'un nombre croissant de décisions et d'avis pris par l'Ordre des Médecins ne s'accorde pas avec l'évolution d'une politique sanitaire au service de la communauté.

Il semble en effet que l'Ordre s'obstine à défendre et à renforcer les privilèges existants du corps médical.

A notre grand étonnement nous constatons que non seulement « le Belge moyen » mais aussi « le médecin moyen » ne connaît ni le rôle ni le pouvoir de l'Ordre des Médecins. Rares sont ceux qui connaissent la jurisprudence sur laquelle l'Ordre se base lorsqu'il se manifeste. Consciemment ou non, l'Ordre profite de cette ignorance pour s'arroger un pouvoir que personne ne songe à lui contester. La population croit (encore) que la déontologie médicale sert le bien-être du patient. Seuls les étudiants de Louvain ont appris que le code de déontologie enseigné et utilisé depuis

1951 a été refusé par le Conseil d'Etat cette même année et que depuis lors, aucune réforme n'a été acceptée.

Vous n'ignorez pas que l'Ordre des Médecins créé par la loi du 25 juillet 1938 est actuellement régi par l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967.

Cet arrêté, pris dans le cadre de pouvoirs spéciaux n'a jamais été soumis aux délibérations de vos Chambres législatives.

Un exemple « local » de l'intervention de l'Ordre des Médecins place cette déontologie au centre de l'actualité.

Vous avez appris que trois médecins de Merelbeke ont dû comparaître devant l'Ordre pour se justifier à propos de l'application de tarifs sans ticket modérateur, de leur collaboration au périodique « Gezond » publié sous les auspices du conseil des patients de Merelbeke, ainsi que des renseignements fournis à leurs patients concernant les agissements de l'Ordre.

Le 24 octobre 1973, le Conseil provincial de la Flandre Orientale de l'Ordre a condamné les trois médecins à la censure, au blâme et à un mois de suspension. Le Conseil d'Appel de l'Ordre a revu cette sentence et condamné ces médecins le 4 juin 1974 à quinze jours de suspension.

Il est surprenant que l'Ordre reconnaît que l'application de tarifs sans ticket modérateur n'est pas une infraction à la loi du 8 août 1963, ni à l'accord médico-mutuelliste du 10 janvier 1970 ; mais que cette façon d'agir a été condamnée comme étant contraire à la déontologie médicale, à la discrétion et à la dignité des membres de l'Ordre.

Par des conceptions de collégialité, d'honneur, de discrétion et de dignité, l'Ordre parvient à réduire les médecins à sa merci.

Il nous semble que l'Ordre des Médecins dans sa jurisprudence confond les directives de certains syndicats de médecins avec la législation.

L'existence de l'Ordre paraît être un instrument pour renforcer les privilèges financiers et sociaux du corps médical, tout en négligeant la protection du patient.

Nous vous adressons cette lettre ouverte dans la conviction que l'Ordre des Médecins freine la gestion de la santé au service de la population.

Dans cet esprit nous vous prions de bien vouloir prendre des initiatives au sein de votre parti et de vos organisations sociales pour retirer la déontologie médicale à la compétence exclusive des médecins et de militer pour qu'elle devienne la sollicitude de toute la communauté.

Nous vous prions d'interpeller Messieurs les Ministres de la Santé Publique et de la Justice concernant les décisions actuelles de l'Ordre des Médecins qui à notre avis ne s'accordent pas avec les desseins du législateur.

C'est dans les termes suivants que les députés Marcel Levaux, André Delrue, Noella Dinant et Louis Van Geyt ont répondu au Conseil des patients de Merelbeke.

« Que la promotion de la santé nécessite une participation du patient — et plus généralement du citoyen — aux décisions à prendre, à tous les échelons, en matière de santé,, voilà un principe auquel nous sommes attachés depuis longtemps.

Comme vous, nous sommes convaincus qu'il importe de refuser l'idée communément admise selon laquelle la santé est l'affaire des seuls spécialistes. Comme vous, nous pensons qu'à l'examen et à la solution des problèmes sanitaires doivent être associés tous ceux qui sont concernés.

Partant de ce principe, vous vous interrogez et vous nous interrogez sur le rôle de l'Ordre des Médecins.

C'est un problème réel et sérieux, et le fait qu'il soit posé par votre comité de patients, ainisi d'ailleurs que par d'autres comités directement liés à la population, témoigne d'une heureuse évolution de l'opinion publique. C'est aussi le signe que l'Ordre a cessé d'être une institution prestigieuse et intouchable, et qu'il est entré en crise.

De fait, l'Ordre des Médecins, devenu au cours des dernières années un instrument des Chambres syndicales, freine et entrave même une nécessaire évolution en matière de santé. Il freine l'extension de la médecine de groupe, de la médecine appointée. Il entrave l'expression publique des divergences sur ces problèmes. Il veille jalousement à maintenir un monopole de responsabilités au médecin, au détriment d'un partage de la fonction sanitaire avec d'autres professions. Il freine de surcroît l'information et l'éducation sanitaire du public et une extension systématique de la médecine préventive.

L'Ordre des Médecins est-il une institution nécessaire ? Nous ne le pensons pas, et des pays — même voisins — s'en passent fort bien, sans que l'état sanitaire de la population ait à en souffrir.

Or c'est là le critère essentiel : l'action du médecin (ainsi que celle des autres travailleurs de la santé) ne peut s'exercer qu'en fonction de ses (et leurs) responsabilités dans la société.

Il apparaît dès lors que la déontologie des médecins ne concerne pas que les médecins, et qu'elle ne peut être conçue comme une affaire « à usage interne ». L'exercice de la profession doit être redéfini de manière à la rendre transparente, en transformant la relation malade-médecin et la relation du médecin avec les autres travailleurs sanitaires. »

Les parlementaires communistes ont dit leur intention de défendre ces positions non seulement au Parlement, mais « sur tous autres terrains de lutte possibles ». Et Noëlla Dinant interviendra dans ce sens dans le prochain débat sur le budget de la Santé publique.

LA BELGIQUE ET LE COMMERCE DES ARMES
Un livre de Michel Vincineau

Tout observateur de la vie politique belge a plus d'une fois ressenti de l'agacement à entendre nos ministres des Affaires étrangères répondre aux questions parlementaires sur les exportations d'armes vers l'un ou l'aure point chaud du monde. Hypocrisie, jésuitismes et rideaux de fumée y sont savamment dosés pour qu'aucune conclusion précise ne puisse être tirée de ces réponses. M. Harmel était orfèvre en la matière. M. Van Elslande a repris le flambeau depuis.

Ce flou artistique n'est naturellement pas dû à la confusion mentale du ministre. Il s'agit d'éviter tout contrôle effectif sur le commerce des armes à partir de la Belgique, ce contrôle était considéré comme un privilège de l'exécutif — et des milieux d'affaires. Il s'agit aussi de masquer le divorce profond qu'on peut constater entre la pratique et les positions officielles que prend le gouvernement belge dans l'arène internationale.

« La Belgique et le commerce des armes », que viennent de publier les « Editions Vie ouvrière » sous la signature de Michel Vincineau, met bien en lumière ce divorce. L'auteur qui a inventorié les déclarations ministérielles, les confronte impitoyablement à la réalité des faits.

La tentative de sécession du Biafra avait, en 1968, fourni la preuve éclatante que le gouvernement belge ne se conforme nullement à ses propres déclarations. Le 4 juillet 1968, M. Harmel avait déclaré à la Chambre qu'étant donné la situation que connaissait le Nigéria, *« il ne serait pas concevable que (...) des fournitures d'armes soient acceptées par la Belgique »*. Pour le malheur de la crédibilité ministérielle, moins de deux semaines après, le 13 juillet, un avion-cargo de la Sabena, en provenance de Bruxelles, s'écrasait près de Lagos ; il transportait une quarantaine de tonnes d'armes à destination du gouvernement nigérien.

Devant l'ampleur du scandale, le gouvernement se décida à modifier la loi régissant le commerce des armes. Votée dans la hâ-

te et la confusion de la fin de session parlementaire, la loi amendée n'a pas amélioré la situation, estime Michel Vincineau. Au contraire, elle a à certains égard encore réduit les possibilités de contrôle sur les exportations d'armes.

L'étude de Michel Vincineau montre d'ailleurs que le gouvernement belge a préféré continuer à délivrer des licences d'exportations en violation des résolutions internationales et de ses propres prises de position.

L'ouvrage éclaire les contradictions aisément décelables entre les idéaux démocratiques proclamés par la Belgique et l'assistance militaire fournie à des régimes dictatoriaux comme le Brésil et la Grèce des colonels. L'auteur met en cause la sujétion du gouvernement aux intérêts des Etats-Unis, ce qui l'a non seulement conduit à ne jamais oser condamner ouvertement la guerre du Vietnam mais aussi à accepter l'exportation ou le transit par la Belgique d'armes à destination du Vietnam du Sud.

Spécialiste du droit international, Michel Vincineau a abordé le problème avant tout sous l'angle juridique. Il analyse longuement la législation existante ainsi que les propositions de réformes émanant de parlementaires. Il étudie en outre quelques problèmes plus particuliers : l'assistance technique militaire, les armes chimiques et bactériologiques et la question du transit d'armes à travers la Belgique.

A la fin de son livre, Michel Vincineau dresse la liste des entreprises belges impliquées dans la fabrication de matériel militaire. Cette liste montre qu'il n'y a pas que la Fabrique nationale ou les Poudreries réunies. Mais elle montre aussi qu'aucune entreprise ne dépend exclusivement des fournitures militaires. Et que, du fait de la nature même de ces fournitures, dont beaucoup sont à double usage, ces entreprises pourraient facilement se reconvertir à une activité purement civile sans mettre en danger leur survie, comme on se plaît souvent à l'affirmer. Le frein à une telle reconversion se situe plutôt au niveau du profit : l'armement procure en général un taux de profit beaucoup plus élevé et plus sûr, financé par les pouvoirs publics.

Dans sa conclusion, Michel Vincineau juge à la fois injuste et absurde qu'un petit Etat comme la Belgique viole le droit international. Celui-ci est en effet un garantie des faibles contre les abus de puissance des grands Etats. La Belgique, indique Vincineau, viole notamment le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en livrant des armes à l'une des parties engagées dans un conflit interne. Et l'auteur ajoute que, mis à part les mouvements de libération nationale, l'obligation d'abstention doit prévaloir face à un conflit interne.

Je ne sais pas s'il est juste d'ériger en absolu ce principe de non-intervention, car nombre de conflits, internes à première vue, sont en réalité le champ d'interventions étrangères. Le drame que fut, pour reprendre un exemple célèbre, la non-intervention pour l'Espagne démocratique ne devrait pas être oublié. Les principes juridiques doivent être éclairés par un jugement politique. Et là, il est clair que par ses exportations d'armes la Belgique se retrouve aux côtés des oppresseurs.

Ce qui par contre est certain, c'est l'insuffisance du contrôle parlementaire. On ne peut qu'être d'accord avec l'auteur quand il écrit que *« la démocratie ne s'érige pas sur le mensonge et les pratiques clandestines »*. Députés et sénateurs ne disposent actuellement que de *« renseignements insuffisants, voire volontairement tronqués »*. En outre, un contrôle de la pratique gouvernementale suppose une législation convenable : Michel Vincineau propose à ce sujet qu'on remplace la règle générale de liberté en matière de commerce des armes par un principe d'interdiction, sauf autorisation expresse. Que peut-on contrôler en effet, si le gouvernement ne dispose que de moyens insuffisants ?

V.K.

Michel Vincineau : La Belgique et le commerce des armes. Editions Vie ouvrière, Bruxelles, 1974. Sous le patronage du Rassemblement pour la paix et le développement. Un volume de 288 pages ; 360 F.

Ceci concerne tous les amis des «Cahiers Marxistes»

Nombreux sont les abonnés qui ont d'ores et déjà renouvelé leur souscription pour l'année 1975. Nous les remercions de cette confiance et de cette aide.

Nous lançons un appel aux autres, pour qu'ils fassent sans tarder le virement ou le versement dont la revue a tant besoin pour poursuivre sa tâche.

Pour 1975, divers numéros sont déjà en chantier, avec notamment les thèmes suivants : :

— Les luttes urbaines en Wallonie et à Bruxelles s'articulent-elles à la lutte pour une autre société ?

— Des économies sans inflation

— Le Portugal demain

— Que peut apporter la recherche scientifique à la Wallonie ?

— L'autogestion

— Ordre des médecins et Chambres syndicales

— Comment les pays en voie de développement peuvent-ils se réapproprier leurs ressources ?

— L'après-franquisme

Les nouveaux collaborateurs des Cahiers sont plus nombreux. Les nouveaux abonnés aussi. Que les « anciens » veuillent bien renouveler les liens qui les unissent à nous, bien souvent depuis 1969. Ils nous permettront d'éviter ainsi de fastidieux et coûteux rappels.

L'abonnement annuel est fixé à 400 F, pour dix numéros. Les moins de 25 ans conservent le privilège de ne payer que la moitié de cette somme. Les abonnements de soutien sont, plus que jamais, bienvenus.

Ne remettez pas à demain le virement pour les CM que vous pouvez effectuer aujourd'hui !

CCP 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, 20 avenue de Stalingrad à 1000 Bruxelles

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

40 F